

TOURNÉE – MOBILISATION DE BATAY OUVRIYE

BRÉSIL 1 – 10 MARS 2007

**SUR INVITATION DE L'ORGANISATION
JUBILEU SUL - BRASIL**

- A. COMPTE-RENDU DÉLÉGATION HAÏTIENNE BATAY OUVRIYE SOLIDAIRE AU BRÉSIL
- B. DEUX SYNTHÈSES À PARTIR DES PRÉSENTATIONS DE BATAY OUVRIYE À LA TOURNÉE AU BRÉSIL
- C. DÉCOUPURES DE PRESSE

A. COMPTE-RENDU DÉLÉGATION HAÏTIENNE BATAY OUVRIYE SOLIDAIRE AU BRÉSIL 1-10/03/07

Invitée par Jubileo Sur (plus spécifiquement par Jubileu Sul - Brasil), la délégation haïtienne qui s'est rendue au Brésil du 1er au 10 mars 2007 était composée de Didier Dominique et Rachel Beauvoir-Dominique, tous deux membres-délégués de BATAY OUVRIYE, choisis par les organisations PAPDA et SOFA qui nous avaient contacté.

Rachel Beauvoir-Dominique partit vers le Nord, tandis que Didier Dominique se rendait au Sud. Les programmations étaient les suivantes :

NORD :

- 1-2 mars : **São Paulo - Fortaleza**, arrivée dans la nuit / réunion avec les mouvements sociaux de la ville, particulièrement le mouvement « Grito de los Excluidos » et le mouvement contre la guerre impérialiste et pour la détermination des peuples / réunions avec la presse (voir...) et entrevue « Adital » (voir en annexe)
- 3 mars : **Recife** – présentation-débats à l'assemblée populaire (local : syndicat des travailleurs de banque)
- 4 mars : **Recife** – visite / rencontres au campement du Mouvement des Sans-Terre 'Chico Mendez' ; voyage pour Joao Pessoa
- 5 mars : **Joao Pessoa / Natal** – présentation à l'université ; présentation à l'occupation des Sans Terre à l'Institut de la Réforme Agraire ; Natal - débat au syndicat des travailleurs agricoles ; départ pour Salvador
- 6 mars : **Salvador** de Bahia – Rencontre avec organisation de Noirs, rencontre avec organisateurs du CEDEE (voir publication de la Mission à Haïti)
- 7 mars : **Brasilia** – Présentation et conférence de presse ; rencontre avec autorités publiques (Ministère de la Femme / Ministère Egalité Raciale). Au **Secrétariat d'Etat de la Femme** ont été évoquées la déstructuration sociale, la vulnérabilité, la problématique des ouvrières de la sous-traitance, des commerçantes de pacotille et l'augmentation du nombre des enfants des rues. La possibilité de la mise sur pied d'une cellule de travail entre ce ministère et celui des Affaires Etrangères, concernant les cas de violations de droits humains nous a été présentée, de même que le volet de coopération sud-sud du ministère (visite en Haïti en août 2006 ; visite haïtienne à Salvador de Bahia récemment). Tout en admettant ne pas pouvoir se prononcer sur les problèmes relevant du Ministère des Affaires Etrangères, la vice-ministre, Mme Aparecida Goncalves, s'est montrée très préoccupée par la situation de violence régnant en Haïti et a exprimé un vif intérêt pour le renforcement des contacts avec les organisations de femme et le Ministère haïtien à la Condition Féminine.

La **Secrétaire d'Etat à l'Egalité Raciale**, Mme Matilde Ribeiro, et la Vice-Ministre, nous ont reçues avec leur Chef de Cabinet et d'autres personnalités de la secrétairerie. En partant des nombreuses racines communes, la perspective de fructueux échanges entre les deux peuples s'est dégagée, particulièrement du point de vue de la défense des droits essentiels du



peuple haïtien. La secrétairerie compte entreprendre un voyage en Haïti aux environs du mois de mai et souhaiterait rentrer en contact étroit avec le ministère haïtien de la culture et de la communication à cet effet. Un email de suivi a été promis en ce sens, permettant, surtout, la mise en place d'un agenda d'échanges.

- 8 mars : **São Paulo** – Participation à la manifestation du 8 mars, commémorant la journée internationale de la femme et exprimant son désaccord avec la visite de Bush au Brésil ; débat à l'Assemblée Populaire de São Paulo.

Une réunion avec des membres de la direction et particulièrement la section des Affaires Etrangères du **Parti du Travail** (PT, au pouvoir actuellement et dont le Président Lula est lui-même membre) a été de très grand intérêt, avec des discussions politiques intenses. La préoccupation essentielle de cette assemblée a été l'appui quasi-unanime de la 'gauche' haïtienne (entendons : les Partis politiques classiques de la 'gauche' électoralistes) au maintien des troupes dans notre pays. Le contexte post-dictatorial '86 – 2006 ainsi que la profonde crise de légitimité existant en Haïti, s'ajoutant au facteur de polarisation engendré par la deuxième présidence d'Aristide, ont été discuté dans ce contexte. Une délégation du PT se rendra en Haïti prochainement et souhaiterait rencontrer les secteurs progressistes représentés par la délégation haïtienne en cette occasion.

- 9 mars : **São José dos Campos** (Débat UNIVAP – Fac. de Droit ; thème : Violations Droits Humains).

SUD :

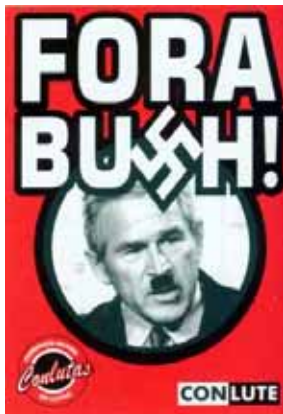
- 1-2 mars : **Porto - Alegre**, rencontre avec la direction régionale de la Centrale Syndicale Unique des Travailleurs du Brésil (CUT) ; participation au local de la CUT à un séminaire de mobilisation de travailleurs d'un quartier populaire contre le prix trop élevé de l'énergie électrique et débat autour de la conjoncture de crise internationale ; conférence de presse avec les principaux médias de l'État mais aussi nationaux ; rencontre avec les mouvements sociaux de la région réunis pour un débat autour de la situation d'occupation d'Haïti par les troupes de l'ONU sous commandement brésilien.
- 3 mars : visite d'une des écoles de formation politique du Mouvement des paysans Sans Terre du Brésil (MST) et présentation aux militants de la situation d'occupation d'Haïti, discussion avec les responsables sur le fonctionnement de l'école, les perspectives et les luttes à mener ; visite d'un Campement puis d'un Emplacement de Terres Occupées : le premier est constitué de paysans sans terre rassemblés pour mieux se former autour du fonctionnement général collectif, s'entendre et planifier les actions à entreprendre, tandis que le second est déjà une terre acquise au combat où ont été montés coopératives de production et de commercialisation ou centralités collectives, comités de gestion, de planification, de relations extérieures, culturel etc... « *Malditas sean todas las cercas ! Malditas sean todas las propiedades privadas, que nos privan de vivir y de amar !* » dit un slogan écrit sur l'une des maisonnettes. Départ pour Florianópolis.
- 4-5 mars : **Florianópolis**, rencontre avec des dirigeants régionaux du MST et des principaux responsables du Jubileu Sul / Brasil de la ville ; débat à une université privée (CEDUSC) ; conférence de presse devant les médias locaux et nationaux (ces derniers qui, de ville en ville, suivaient notre passage) ; débat général à l'auditorium de la Faculté de Droit de l'Université Fédérale sur la situation d'Haïti. Départ pour Curitiba.
- 6 mars : **Curitiba**, aussitôt arrivé, débat avec la presse ; puis présentation à l'Assemblée Législative de la situation d'Haïti. Départ pour Brasilia.

- 6-7 mars : **Brasilia**, débat avec la presse ; présentation devant des délégués syndicaux de Conlutas (Convergencia de Lutas) et de l'Assemblée Populaire de Brasilia ; rencontre avec les autorités du Ministère de la Condition féminine, du Ministère des Droits humains et réunion avec des sénateurs locaux et fédéraux ; rencontre avec des militants des droits sociaux, visionnement du film relatant les différentes missions Jubileo Sur en Haïti, débats. Départ pour Río de Janeiro.
- 8-9 mars : **Río de Janeiro**, participation à la marche anti Bush des organisations féminines, des syndicaux, de partis politiques (PT inclus) et autres mouvements sociaux de la ville ; conférence de presse ; visite d'un quartier populaire touché fortement par la dernière répression en cette ville de Río, débat sur la similitude des situations Haïti – Brésil, particularités, contradictions ; rencontre dans ce quartier avec une branche très active de l'organisation du Mouvement Unifié des Noirs du Brésil, débats autour des problématiques de discrimination raciale, de classe et de la situation mondiale d'oppression impérialiste sous toutes ses formes ; rencontre avec des syndicalistes de différentes organisations de travailleurs ; débat final ouvert au local principal de Conlutas de Río ; discussion avec une dirigeante du PT - actuellement au pouvoir au Brésil - et ouverture pour une possible visite en Haïti de militants de ce Parti, en désaccord, à l'intérieur même du Parti, avec l'occupation actuelle des forces armées brésiliennes en Haïti.
- 10 mars : Départ pour São Paulo, vers Haïti.

Toujours accompagnés des différents responsables régionaux du Jubileu Sul / Brasil qui, partout, décrivaient la situation d'occupation de notre pays et distribuaient brochures, posters et livrets qui rendent compte de leurs différentes visites en Haïti, notre visite au Brésil a pu renseigner les différents secteurs, organisations et personnalités touchés sur cette situation d'occupation et de répression que vivent actuellement les masses populaires et les progressistes concernés. La dénonciation systématique de cette situation d'occupation et de répression par les forces réactionnaires brésiliennes elles-mêmes a su les mobiliser mais c'est surtout l'exposition de la logique de cette occupation, ses objectifs profonds, les masques dont elle se pare, les rôles concrets des différents gouvernements se succédant dans cette histoire de longue durée, le tout dans le cadre de l'implantation du projet impérialiste, bourgeois et bureaucratique, de domination sur les masses populaires en général et les travailleurs en particulier, de mystification populiste et d'accumulation frauduleuse au sein de l'État, enfin, et surtout, d'exploitation de la « main d'œuvre à meilleur marché », qui a su les édifier et les convaincre.

Nos dialogues avec les représentants d'organisations brésiliennes nous ont démontré la très profonde préoccupation existant dans ce pays concernant la présence des troupes en Haïti. Au cours de la réunion avec le Parti du Travail, particulièrement, la discussion était animée, révélatrice des profondes contradictions traversant l'organisation au sujet de la politique étrangère brésilienne.

Des comptes rendus de nos différentes expositions sont annexés.



B. DEUX SYNTHÈSES À PARTIR DES PRÉSENTATIONS DE BATAY OUVRIÈRE À LA TOURNÉE AU BRÉSIL

1. « ...TOUS LES VÊTEMENTS DU MENSONGE » Jacques Roumain, in « Madrid »

Il s'agit, avant tout, d'une situation insupportable.

Il s'agit de l'offensive majeure, définitive, finale des pays impérialistes, jamais vue dans l'histoire de l'humanité où les États-Unis d'Amérique en tête ont eu à déclarer, en ouverture de leur attaque sur l'Afghanistan, à la face du monde, qu'ils s'apprêtaient à « dominer l'univers ...pour l'éternité » ! Cela va sans dire qu'ils n'auront cure des souffrances des peuples, de la sueur et du sang des travailleurs, des pleurs des mères de famille, des cris des enfants, ou des réchauffements planétaires à long terme exterminateurs. Dieu est avec eux.

Il s'agira alors des vols les plus crapuleux, des massacres les plus cyniques, des pillages les plus complets où terres, ressources naturelles de tous genres, mais aussi trésors culturels... sont systématiquement appropriés par les multinationales. Destruction rageuse, et massive, de leur domination militaire, politique, économique, idéologique... sans jamais s'arrêter, sans une fois sourciller. Poussés et guidés par le seul profit, inique, et l'individualisme le plus odieux que l'humanité aie jamais connu.

Il s'agit des barbares et de la barbarie.

ONU, Banque Mondiale, FMI, BID... accompagnent, sanctionnent, régissent. Mais, s'il le faut, au dessus de l'ONU, comme en Iraq, par-dessus l'ONU.

Le premier mensonge nous concerne donc, qui continuons d'agir comme si de rien n'était. Qui, face à la déclaration de guerre ouverte et finale de ces sanguinaires, nous cantonnons dans ce pacifisme de bon alois, fidèles croyants de cette 'démocratie' taillée sur mesure, sur mesure de gens bêtes et subordonnés que nous nous complaisons à être.

C'est l'ample toile de fond de la situation haïtienne.

*

L'industrie capitaliste, dite « de l'aiguille » (textiles de tous genres, ballons de cuirs, balles de baseball...), n'ayant su réellement se mécaniser et moins encore s'informatiser durant ces dernières décennies, il lui a fallu, pour rejoindre le taux moyen de plus-value et, ainsi, arriver à prospérer en compétition capitaliste, chercher à trouver le lieu dit des bénéfices extensibles à souhait : la main d'œuvre à bon marché, la moins chère possible, exploitable au maximum et en toute garantie. Cela donna lieu à un mouvement, un flux de déplacements, de délocalisations, où ces usines nationales du Canada, des États-Unis d'Amérique, se convertissant alors en multinationales, du textile en particulier, s'engouffrèrent, d'abord au Mexique, puis en Amérique Centrale, puis, aujourd'hui, aux Caraïbes, en Afrique, en Asie...

Le plan Reagan des années '80, le Caribbean Basin Initiative (CBI), synthétisait et définissait déjà clairement cette intention. S'ensuivirent les maquilas ou factories, au début isolées, les parcs industriels, plus regroupés et sécurisés, les zones franches enfin : espaces alors complètement livrés à la plus abjecte exploitation, au avantages fiscaux infinis, au trafic de la drogue...

La bourgeoisie haïtienne, consciente des enjeux de cette sordide compétition, déclarait à qui voulait l'entendre que : « l'avantage comparatif du 'pays' - entendons : ses propres 'avantages' - c'est notre main d'œuvre à bon marché » ! Cette phrase qui semble anodine, cache cependant des conséquences désastreuses pour les travailleurs 'à bon marché' de ces avides capitalistes et pour les peuples en entier. Tout d'abord, cela signifie clairement et directement un salaire nominal de misère, le plus bas possible ; ensuite, que sa valeur réelle devrait être toujours à la baisse (d'où la flambée inflationniste des prix des produits de première nécessité, d'où la dévaluation en chute libre de la monnaie locale - les bourgeois touchent les commandes de sous-traitance en dollars et paient en monnaie locale -) ; mais encore, que, pour garantir ces salaires de misère, il faut, d'abord, une répression anti syndicale féroce et permanente, tant légale (Ministères des Affaires Sociales et de la Justice) que policière (la police nationale, l'armée, les 'attachés' ou paramilitaires de toutes sortes qui traquent les ouvriers combattifs jusque chez eux) ; mais encore ... une misère généralisée de la population dans son entier, pour que n'importe qui, à ce niveau, puisse, n'importe quand, accepter, quémander même, ces salaires de misère. Les différents gouvernements populistes se sont montrés clairs et précis dans ce domaine, jouant le jeu à fond, pendant qu'ils chantaient les refrains de la cause populaire, sans jamais donner satisfaction réelle à aucune revendication profonde, sans jamais trancher, dans tous les conflits possibles, en faveur des travailleurs. Avides qu'ils étaient tous d'accumuler au sein de l'État, tout en se rapprochant inévitablement de cette bourgeoisie qu'ils ne faisaient en fait que servir et dont ils contribuaient allègrement à en organiser le principal projet : préparer et garantir l'exploitation maximum dans les zones franches à construire.

Mais, pour en arriver là, il avait fallu, avant tout, la destruction graduelle de l'économie nationale. Dès les années '80, commença en effet l'éradication des cochons créoles (qui connaît l'importance de ces animaux pour la paysannerie, pourra aisément comprendre ce que cela voulait dire). S'ensuivit la destruction du sucre et, de pays exportateur, Haïti se transforma petit à petit en pays importateur et, aujourd'hui, il importe 100 % de son sucre ! Puis le dumping du riz, puis le laisser-aller caractéristique concernant la maladie de la banane, celle du café... les balles de 'pèpè' venant parachever l'effondrement de l'artisanat du vêtement et des chaussures. Les « prêts » de la Banque Mondiale, les exigences du FMI et de la BID au niveau politique, les privatisations, s'ajoutaient au fulgurant développement du capital financier (les banques en Haïti !!) pour importer la fameuse Dette qui, en fin de compte, est finalement payée par les petits consommateurs et, surtout, par les petits paysans pauvres au niveau du crédit que les banques nationales relaient, mécanisme grâce auquel elles s'enrichissent encore d'avantage.

Les 'boat people' redoublèrent alors, l'exode vers la République Dominicaine s'intensifia de plus belle et, pendant que le milieu rural déjà si dégradé s'amenuisait d'avantage, dans les villes, les migrations affluaient où, l'absence de développement capitaliste laissant place à un sous prolétariat multiforme, l'armée de réserve était elle aussi présente. En d'autres termes : la « main d'œuvre à bon marché » (dans son sens le plus large, c'est-à-dire : incluant les chômeurs) était totalement prête.

*

Mais pourquoi la main d'œuvre 'à bon marché' d'Haïti est-elle la plus dévalorisée du continent ? Pourquoi ce pays est-il le plus détruit, l'État qui le dirige, le plus pourri, et ses classes dominantes les plus 'répugnantes' ?

*

Le régime esclavagiste extrême de St. Domingue, polarisant radicalement les intérêts économiques, donna lieu à des luttes de classes féroces. Celles révolutionnaires de l'époque, profitant d'une conjoncture métropolitaine favorable, purent arriver à une révolution qualitativement autre par

rapport à celles du reste de l'Amérique. Ici, non seulement la confrontation des colons 'créoles' face aux autorités royalistes européennes vise-t-elle l'extirpation du joug de la métropole mais, de plus, les esclaves et affranchis réussissent jusqu'à l'élimination des colons locaux eux-mêmes. Fait unique. Cette rupture radicale aura donc pour conséquence d'établir une autonomie plus grande vis-à-vis de l'ancien système, tant au niveau économique que culturel. La résistance est généralisée, il s'agit d'un Peuple en armes : la révolution est exemplaire ! À tel point qu'elle s'exporte et enflamme l'Amérique Latine entière.

POURTANT

Elle laisse un pays à ras de terre : toutes les villes ont été incendiées, toutes les plantations détruites ; de plus, par le fait de l'élimination directe des colons, l'accumulation de capital est drastiquement stoppée ; par ailleurs, les Etats-Unis d'Amérique, qui avaient encore chez eux des esclaves, et noirs ! (en pleine 'démocratie', dira-t-on), lui imposent un embargo, le premier de l'histoire moderne, de soixante ans ! (qui, effectivement, se terminera à la Guerre de Sécession, après 1863); la France, pour ne pas être en reste, y ajoutera une dette, la première de l'histoire moderne, de 150 millions de francs or, que les gouvernements haïtiens prendront de longues et longues décennies à payer, par plus de 65 % du budget national ! ...les classe dominantes en formation, sachant très bien qu'elles n'auraient qu'à passer l'addition aux travailleurs. Qui résisteront par divers moyens, par tous les moyens, la première grande révolte collectivement et largement organisée étant celle de l'armée souffrante des Piquets qui en 1840 réclamait déjà « la terre à celui qui la travaille ! ». Etiquetée de 'communiste' (par l'historien Beaubrun Ardouin, notamment), elle sera, en 1843, réprimée dans le sang.

De la révolution la plus avancée, Haïti sort, dès lors, avec la formation sociale la plus détruite, faible, bloquée, n'arrivant pas à développer en son sein des classes dominantes porteuses d'un dynamique avenir et, par cela même, entraîner tout une population de manière structurée à forger durablement une 'Nation'. Malgré donc un fougueux élan que laissait ouvert l'exploit de 1804, cette société ne put jamais vraiment se relever. Le processus de décomposition alla en s'aggravant et, à deux cents ans de cette extraordinaire épopée, force est de constater l'état de décomposition structurelle, de délabrement, de saleté et de gangrène en cours.

Trois périodes d'essai d'accumulation au sein de l'État donnent un rythme à ses soubresauts. D'abord celui de la fin du XIXe siècle où les plus 'grandes familles' de la bourgeoisie import export (y compris celles qui d'une manière ou d'une autre les accompagnaient dans ce processus) s'emparaient toutes des rouages de l'État pour piller, voler, s'approprier des terres des petits et moyens paysans (qu'ils 'achetaient', facilités, naturellement, par les multiples mécanismes qu'ils mettaient sur pied du haut de leur pouvoir). Le procès dit de « La Consolidation » témoignera de cette crapuleuse avancée. Vint, ensuite, la grande vague de pillages des duvaliéristes, 'à vie' !, construisant plus durablement une bourgeoisie bureaucratique tenace. Et, enfin, la période populiste actuelle, qui n'y va pas non plus de main morte : essayant de poursuivre, à leur tour, la reproduction, alors élargie, de la bourgeoisie bureaucratique, faisant suite aux surenchères populistes, la 'réconciliation' était ce nouveau vêtement qui devait leur permettre de s'infiltrer au rang des classes dominantes et le pillage, la façon de se montrer « digne d'être riche », le 'scandale des coopératives' n'ayant été qu'un parmi les plus notables arguments.

La faiblesse structurelle et le matraquage international qui, dans leur genèse même, avait frappé les classes dominantes haïtiennes empêchait donc tout développement. L'impérialisme européen puis américain puis tous 'ensemble-ensemble', extorquaient la majeure partie de la plus value, usant de la force le plus souvent pour non seulement exploiter les travailleurs, voler les terres et ressources disponibles, mais également écraser toute velléité sérieuse de développement d'une bourgeoisie

nationale, appuyant de préférence et, par là aidant à forger, des intermédiaires locaux totalement dépendants, aliénés, soumis et par-dessus tout laquais, incapables de ne rien proposer, sauf se rendre.

*

La faillite est alors totale. Mais, dans cette débâcle la plus franche qui fait d'Haïti le cas le plus extrême, le plus triste, une chose a été atteinte : la main d'œuvre, ainsi, y sera la plus pauvre, la plus misérable, la plus, donc logiquement, à bon marché : un « avantage » !

S'ensuivent les vautours.

S'enrobant du vêtement de « donner du travail » - comme à l'époque coloniale -, ils rappliquent.

*

M. Aristide avait signé à Monterey, au Mexique, l'accord pour 18 zones franches et posé (en cachette) la première pierre du coup d'envoi de Ouanaminthe, sur terre agricole, rare dans ce nord-est desséché par l'occupation américaine de 1915, avec capitaux dominicains et sous prêt de la Banque Mondiale. Le Cadre de Coopération Intérimaire (CCI) de Latortue le spécifie clairement : la priorité est aux zones franches ! Le tour est donc bouclé. Et, sans plus tarder, d'autres zones franches se construisent : à Drouillard, à Port-au-Prince, au Port-à-l'Écu, au Nord-Ouest ; d'autres sont en installation : à Linthau, sur la route de Tabarre, toujours à Port-au-Prince...

Accompagnent les Accords, réussis ou pas (HERO ACT, HOPE, CAFTA-DR...) qui permettront la pénétration des multinationales sans entrave aucune et la libre circulation des marchandises (pendant que les travailleurs migrants sont, eux, partout bloqués et martyrisés, l'exemple le plus frappant étant encore celui des travailleurs haïtiens en République Dominicaine). En même temps que la prolifération des banques, responsables, elles, de la concentration et de la mobilité des capitaux.

Cependant, ce déroulement historique macabre ne va pas sans heurts. Et, dans ce processus - à cause de ce processus destructeur même - la situation, en plus d'être totalement délabrée est des plus suspecte car les classes dominantes et leur État réactionnaire, en plus d'être tous deux totalement incapables, ont ensemble créé le rapport de classes le plus antagonique. La situation est aussi à tout moment réellement explosive.

D'où l'extrême nécessité globale - « Thank you Mister Clinton » - des différentes récentes interventions. Parées toutes des vêtements d' « aide », de « démocratie », de « restauration de la démocratie », de grands « pays amis »..., en réalité, elles contrôlent. La situation. Construite. Par une histoire de longue durée. « Le temps qu'il faudra ». Elles dominent - par les massacres et la terreur s'il le faut - cette masse, à utiliser mais à la fois trop bruyante, possiblement trop consciente, de la conscience que leur confère leur situation même, en soi, mais aussi en comparaison avec l'aise des dominants dans ce pays pourtant si dévasté, et malgré la mystification des populistes qui font tout leur possible pour essayer de détourner leur attention.

Oui, les troupes de l'ONU apportent la paix ! Mais bien celle des cimetières. La « paix », dans le but unique, en fait, d'assurer l'implantation de ce projet, si longtemps calculé et si difficilement mis en place : l'exploitation maximum de cette main d'œuvre rendue ainsi À MEILLEUR MARCHÉ.

Aucun service ne lui est attribué (eau, électricité, logement, ramassage d'ordures, soins, pension, facilité de transport, loisirs...). Ou si peu. Le capitalisme ici est sec. Esclavagiste ?

*

C'est ce projet que les troupes de Lula défendent. Avec aussi les vêtements qu'ils proposent. Mais qui n'ont plus aucune importance.

Autrefois les occupations se faisaient avec des troupes américaines. Et blanches. Les Etats-Unis, conscients de l'importance encore vivante du phénomène de couleur en Haïti, s'étaient bien gardés de tomber dans le piège : ils avaient mis en tête des noirs, Américains ou d'origine haïtienne, ce sont eux qui parcouraient les bidonvilles, parés donc du vêtement indigéniste, eux aussi.

Mais voilà, les troupes de Lula, si elles peuvent encore se parer de certains vêtements du mensonge, ne peuvent empêcher de penser que ce sont des mobilisations salvatrices qui ont mis au pouvoir, de manière répétée, ce Parti au pouvoir. Ce Parti de travailleurs, ce Parti de la lutte des travailleurs. De même Kischner, Tabaré Vazquez, Bachelet... se réclament tous de la lutte contre le système qui, chez eux également, opprime.

Seraient-ils tous pris au marché des dupes ? Ou, très consciemment, n'utilisent-ils ces vêtements que pour mieux aussi s'infiltrer au sein des dominants ?

Sont-ils en maîtrise de leurs décisions ou leurs Forces Armées ne seraient-elles qu'appendice de la domination impériale ? Le fait que Pinochet n'ait pu être jugé au Chili, décrirait-il un rapport de force par trop inégal ? Ce sont aussi les mêmes Forces Armées qui répriment à Río, à Porto Alegre... Il nous a été mentionné une entrevue d'un officier qui prétendait qu'en Haïti, les Forces Armées brésiliennes envoyaient leurs troupes « s'entraîner » !

La situation est complexe. Et difficile.

La « solidarité » existante, sous couvert du vêtement « pays », du « Sud », n'est autre cependant qu'une solidarité de classes dominantes de pays à pays, commandée par les rapaces multinationales.

Nous la rejetons de toutes nos forces ! Et appelons les travailleurs et le peuple brésilien, tout comme les travailleurs et les peuples du monde entier à s'y opposer avec la plus grande détermination et véhémence ! Il s'agit d'une lutte commune, où une autre coopération est possible, qui unirait tous les ouvriers, tous les travailleurs et tous les peuples, naturellement fondamentalement frères, en agriculture, en médecine, en construction de leur ville, en rires francs, en danses et chants libérés, en production collective et échanges égaux.

À BAS LE PROJET IMPÉRIALISTE ET BOURGEOIS D'EXPLOITATION !
À BAS LA SOLIDARITÉ DES CLASSES DOMINANTES !
À BAS L'OCCUPATION D'HAÏTI PAR LES FORCES DE L'ONU !
VIVE LA SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES DU MONDE ENTIER !

BATAY OUVRIYE
Brésil, Mars 2007

2. TROISIÈME ANNÉE DE LA TROISIÈME OCCUPATION: ASSEZ !

Sur la présence des troupes d'occupation de la MINUSTAH en Haïti et pourquoi elles doivent partir immédiatement.

En introduction, il s'agit de placer le contexte de l'arrivée des troupes en Haïti. Au niveau international, les agressions inouïes de l'impérialisme dans le monde : vols et pillage des ressources naturelles et culturelles. Au niveau national, le départ du président fin 2004 - début 2005, la mise en place du gouvernement intérimaire et le lancement des projets impérialistes du CCI. Le renouvellement du maintien des troupes suite à l'élection du président Préval, supposément par rapport au climat de violence, est indicatif du degré de dégradation de la formation sociale dans laquelle sévit une profonde crise structurelle. Celle-ci est de nature politique (crise de légitimité et de représentativité des classes dominantes) évidenciée par les occupations successives et les troubles politiques constants (depuis la fin du 19^e siècle), mais aussi, aujourd'hui, crise post-dictatoriale, de sortie du duvaliérisme et sa féroce répression contre les forces démocratiques, progressistes et de gauche. Mais surtout crise économique caractéristique d'une société en pleine mutation, d'une économie agraire à une économie de services, du fait de l'application des mesures néolibérales dès les années '80. Les effets de cette crise généralisée sont sociaux, accompagnant la détérioration des conditions de vie du peuple. De plus, les vingt ans de lutte ont eu un effet sur la capacité de résistance du peuple : érosion des projets militants ; migration (interne et externe), morts, culture de la survie... ; effets du populisme (confusion)... Le moment est donc au renouvellement des luttes sur de nouvelles bases.

La MINUSTAH affirme être en Haïti en tant que mission de « paix » pour participer à la résolution de l'insécurité, au désarmement, pour la bonne gouvernance.... Il est aussi dit que la présence de troupes latino-américaines est préférable à celles directes des Etats-Unis.

Après trois ans de présence des troupes, il est pourtant possible de dresser un portrait nettement différent de cette occupation. Tout d'abord, sa faillite : il n'y a ni désarmement réel (résultats piteux), ni justice, ni paix (ni même de perspectives de celles-ci, bien au contraire) – un certain nombre de témoignages indiquerait même une complicité de troupes de la MINUSTAH par rapport aux kidnappings, les victimes étant passées sous les yeux de celles-ci pour lesquelles les responsables agissent en fait même comme des troupes paramilitaires. Ensuite, l'hypocrisie du langage : les bandits ne sont que les hommes de main et non ceux qui commandent leurs actions, l'insécurité n'est que celles des quartiers résidentiels huppés et non celle imposée aux quartiers populaires par la MINUSTAH elle-même. Les troupes comprises dans cette dernière proviennent de forces armées parmi les plus répressives du monde : Népal, Chili, Brésil post-dictatorial, Argentine, Pakistan – il y a même eu un général en chef qui faisait partie de l'ancien Centre de Renseignements National de Pinochet au Chili (Jose Barraza, un néo-nazi) ! La perspective annoncée du maintien de ces troupes pendant dix à vingt an est effarante. Rappelons, en effet, par rapport au supposé « préférable » de troupes venant du Sud, qu'il s'agit là de soldats dont la nature essentielle est de répondre à leur commandement qui, lui, est politique. Les troupes répondent donc aux injonctions de l'ONU, eux-mêmes dictés par les centres financiers qui sont la Banque Mondiale, le FMI, la BID... et l'ambassade américaine. Il s'agit donc de la mise en place de leur projet pour Haïti : agencement précis de l'économie mondiale, obtention de main d'œuvre « à bon marché » pour l'industrie de l'aiguille technologiquement faible dans le cadre des délocalisations globales... Application des accords de Monterrey, donc, onze zones franches pour Haïti... Ce rapport organique des troupes avec ce projet est évident rien que par le comportement des troupes qui sont anti-peuple et anti-organisations du peuple. Dès les premiers jours de l'occupation Batay Ouvriye a dénoncé leur

saccage des locaux des organisations Antenne Ouvrière et Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen. Dans les quartiers populaires, leur mépris pour les vies humaines de ces secteurs est manifeste dans le nombre de vies fauchées par balles perdues. La façade criblée de balles de l'école de Cité Soleil en est une preuve, tout comme la mort d'un enfant de quatre ans, où celle de 22 deux personnes en un jour. Les étudiants de l'UEH sont témoins des actions répressives en représailles, parfois même sévèrement bastonnés directement par la MINUSTAH. Celle-ci est bel et bien le bras armé du plan impérialiste en Haïti, s'arrogeant même le rôle de tuteur comme dans la récente réunion de Lima (février 2007) sur Haïti.

En réalité, le maintien des troupes de la MINUSTAH constitue une fausse solution car : les classes dominantes haïtiennes et internationales n'ont pas de solution face à la profonde crise structurelle haïtienne ! Cela est évident par la répétition des situations d'occupation et le nombre (7) de missions de l'ONU en Haïti en dix ans. Il s'agit bien d'un Etat en faillite, mais cette dernière n'est pas celle de la nation haïtienne (tel qu'affirmé par les réactionnaires de tout poil, demandant en cela la mise en tutelle définitive de cette nation) mais bien plutôt celle des classes dominantes nationales et internationales. L'occupation est une tentative de rapiéçage d'un tissu pourri décousu, espérant dépanner la faillite des classes dominantes, la faillite de politique antinationale et antipopulaire séculaire : elle tente de maintenir à distance les masses populaires, le temps pour les classes dominantes d'essayer de se réorganiser, consolidant en même temps la mise sous tutelle des impérialistes. Ceci est particulièrement dû à la faiblesse de développement de la bourgeoisie haïtienne, simple relai historique des classes dominantes internationales, séculairement incapables d'envisager d'options nationales à portée de développement réel. (Précisions possibles en fonction du temps imparti). La dette contractée dès la reconnaissance de l'indépendance est indicative de cette dépendance congénitale.

Le départ des troupes constitue une position de principe, corrélative à la souveraineté et l'auto-détermination des peuples. Parler de 'souveraineté limitée' ou 'd'intervention humanitaire' est pure hypocrisie. [La fausse image relayée par la presse d'un peuple miséreux écrasé par la violence endémique est entretenue sciemment – il s'agit en réalité des luttes complexes et difficiles d'un peuple recherchant sa propre solution aux mutations profondes de la formation sociale dont il participe.] Les troupes doivent partir car elles ne rendent des comptes ni au peuple haïtien, ni à aucun autre peuple. Elles doivent partir car l'histoire prouve leur échec patent et qu'elles constituent une menace pour tous les peuples de notre région (ministre bolivien de l'énergie et des hydrocarbures : « après cela, comment pourrions-nous protester ? »). Elles doivent partir car elles contribuent au renforcement du positionnement géopolitique des Etats-Unis d'Amérique dans l'hémisphère.

Le rôle des présidents massivement élus Préval, Lula, Bachelet, Kirchner, Tabare Vasquez... dans le maintien de ces troupes doit être questionné. Il s'agit précisément des contradictions de ces gouvernements, des limites du réformisme et de notre rôle, en tant que forces de pression populaire, sur ces gouvernements. (Développement possible sur les 'ouvertures démocratiques' créées par les peuples en lutte.)

Par conséquent, il nous faut aujourd'hui développer la résistance à l'intérieur comme à l'extérieur. Développer des matériels appropriés à chaque secteur, à chaque endroit. Se mobiliser. Se mettre en lutte. Pour le retrait des troupes, pour retirer la formation sociale haïtienne du poids des forces impérialistes. Mais tout cela sur les bases véritables de l'interconnexion capitalisme-impérialisme, avec en vue les classes dominantes en bloc, et se basant essentiellement sur la lutte des travailleurs,

et particulièrement de la classe ouvrière, en appui à celles-ci. Rappelons-nous : Haïti est le Brésil, Haïti et le Brésil sont le monde !

En même temps, nous devons dénoncer et attaquer les faux impérialistes, les opportunistes populistes dans leur démagogie qui voudrait faire oublier qu'ils ont été les premiers à négocier avec les impérialistes à Governors' Island, qu'ils sont revenus au pouvoir en 1995 sur la base d'une armée d'occupation constituée de 20.000 marines américaines, qu'en cela ils ont opté pour l'ouverture de la première zone franche d'Haïti par un groupe financier dominicain des plus anti-démocratiques (projet de zone franche rejeté par le peuple haïtien depuis dix ans à l'époque), que dans les cas des conflits de travail ils se sont nettement positionnés du côté des conglomérats multinationaux tels Cointreau, au prix de la mort de travailleurs paysans et l'emprisonnement de nombreux autres... Enfin, qu'il s'agit bien d'eux qui avaient invité à la troisième occupation de notre pays, dans leur conflit hégémoniques avec d'autres secteurs des classes dominantes.

Battons-nous donc ! A partir d'une position anti-impérialiste conséquente ! Et, en cela : Solidarité !

Organisons-nous ! Formation de noyaux, de groupes plus larges, d'assemblées ! Avec la perspective de l'organisation autonome de la force principale du camp du peuple, avec les travailleurs comme poteau-mitan et la direction motrice de la classe ouvrière. Prenons l'exemple de la prise en main des travailleurs sur leurs vies, leurs communautés, leur pays, en milieu urbain et rural. Reconstruisons, sans illusion, sur de nouvelles bases !

**DEHORS, LA MINUSTAH D'HAÏTI !
À BAS L'ARMÉE D'OCCUPATION, AGENT DE L'IMPÉRIALISME !**

**VIVE LA LUTTE DU CAMP DU PEUPLE AVEC LES TRAVAILLEURS COMME
POTEAU-MITAN ET SOUS LA DIRECTION DE LA CLASSE OUVRIERE ! VIVE LA
SOLIDARITÉ DU CAMP DU PEUPLE AVEC TOUS LES PEUPLES EN LUTTE !**

BATAY OUVRIYE
Brésil, Mars 2007

C. DÉCOUPURES DE PRESSE

6 de Março de 2007 - 08h53 - last modified em 6 de Março de 2007 - 08h55

Haitianos participam de debate sobre presença das Forças de Paz

Agência Brasil

☒ Brasília - Dois haitianos, que visitaram cidades brasileiras para tentar sensibilizar a sociedade pela retirada de tropas estrangeiras daquele país, participam amanhã (7) do debate Haiti nos convoca – chega de ocupação econômica e militar, no Centro Cultural Brasília.

Rachel Beauvoir Dominique, antropóloga e professora da Universidade do Haiti, e Didier Dominique, arquiteto, professor da Universidade do Haiti e do movimento Batay Ouvriye, fazem um giro pelo Brasil desde o dia 1º deste mês.

Eles participarão também de audiência com autoridades para entregar o relatório final da Missão Internacional de Investigação e Solidariedade com o Haiti. A missão foi composta por 20 representantes de redes, movimentos e instituições sociais da América Latina, Caribe, América do Norte e África e foi coordenado pelo Prêmio Nobel da Paz, Adolfo Pérez Esquivel, Nora Cortiñas, das mães da Praça de Maio, e Beverly Keene, do Jubileu Sul Américas.

As tropas da Missão das Nações Unidas para a Estabilização do Haiti (Minustah) estão no Haiti desde 2004, quando foi deposto o presidente Jean-Bertrand Aristide. O Brasil lidera essa força internacional, que conta com um contingente de cerca de 7 mil militares.

O Haiti é aqui e exige nossa solidariedade internacional:

Desde junho de 2004 o Haiti encontra-se ocupado por uma missão chamada MINUSTHA (Missão de Estabilização do Haiti da ONU) comandada militarmente pelo Brasil.

O mais interessante nisso tudo é que como disse Raúl Zibechi em um artigo intitulado "Sejamos todos Cité Soleil" publicado pela ALAI AMLATINA em 26/02/2007: "Chama a atenção que as esquerdas latino americanas – que com justiça denunciam as guerras imperiais em Iraque e no Afeganistão - não estão fazendo o mesmo com o genocídio que se está produzindo no Haiti. Que as tropas da ONU estejam integradas majoritariamente por países que ostentam governos progressistas e de esquerda, que aportam mais de 40% dos sete mil soldados e oficiais, e seja comandada pelo Brasil de Lula, deveria ser um motivo adicional para manter uma ativa solidariedade com o povo haitiano."

Temos presenciado o silêncio de muitos diante dos massacres que estão ocorrendo em favelas muito pobres do Haiti. Os soldados, muitos exibindo uma bandeira brasileira no braço do uniforme, entram atirando resguardados por blindados diante de uma população desarmada e faminta.

Diante disso Jubileu Sul Américas, desde julho de 2004, tem trabalhando em todo continente para que esta situação do Haiti não seja simplesmente tratada como normal ou ainda pior como se o governo brasileiro estivesse lá exercitando práticas de ajuda humanitária. Há ainda a ilusão que se não fossem as tropas brasileiras seriam as tropas dos EUA e aí sim seria pior. Ora, o que estamos fazendo lá, que essas tropas não fariam? Só no ultimo dia 22 de dezembro dezenas de pessoas, entre mulheres e crianças foram mortas ou gravemente feridas em Cite Soleil, a maior favela de Porto Príncipe.

Você é convidada/o a ser Solidária/o com o Povo Haitiano!

Entre os dias 1 a 10 de março o Jubileu Sul Brasil estará realizando uma série de debates em 11 cidades brasileiras com objetivo de denunciar a situação vivida pelo povo haitiano; despertar nos brasileiro a solidariedade com o Haiti e reivindicar das autoridades brasileiras a imediata retirada das tropas militares daquele país revertendo em projetos produtivos os gastos militares respeitando a soberania e autodeterminação do seu povo e o cancelamento sem condicionalidades da dívida externa haitiana.

O roteiro de Didier Dominique e Rachel Beauvoir, ambos da organização Batalha Operária, inclui Porto Alegre a Fortaleza e em todas elas uma grande movimentação para a organização dos eventos programados em cada uma delas. Queremos recebê-los com todo o nosso sentimento de solidariedade e compromisso com esse povo lutador que em 1804 conquistou sua independência a partir da luta dos escravos que jamais aceitaram o destino que estava traçado: trabalhar e sobreviver no máximo 6 ou 7 anos em campos de trabalho de produtos agrícolas a serem exportados para França, sua então colonizadora.

Tod@s nós temos um dívida histórica com o Haiti. Seu povo foi o primeiro a dizer não de forma vitoriosa ao destino que estava traçado pelos colonizadores. Temos que aprender com eles e, com a nossa solidariedade, mostrar que jamais vamos esquecer seu exemplo de dignidade e resistência.

Veja a programação completa na pagina www.jubileubrasil.org.br



8/3/07 – Avenida Paulista, Sao Paulo

Haiti: missão de paz a serviço de um projeto predatório

by [jpereira](#) — last modified 2007-03-12 11:31

Militante do movimento operário haitiano denuncia militarização do Haiti, uma forma de manutenção do papel do país de fornecedor de mão-de-obra barata

12/03/2007 - Pedro Carrano, de Curitiba (PR)

“Se nos vêm ajudar, por que não mandam doutores, engenheiros? Por que não nos mandam cooperação, por que ao invés disso nos mandam o exército?”.

Esta foi apenas uma das perguntas feitas pelo haitiano Didier Dominique, militante da organização haitiana *Batay Ouvriye* (Batalha Operária), ao falar sobre a presença da Missão das Nações Unidas para a Estabilização no Haiti (Minustah), que desembarcou no país desde 2004. O arquiteto e professor universitário e a pesquisadora Rachel Beauvoir Dominique estão no Brasil para encontrar movimentos sociais em 10 diferentes cidades e denunciar a barbárie imposta ao país, além de articular marcos de ação e solidariedade.

Na leitura de Dominique, a missão das Nações Unidas está inserida em um projeto econômico definido pelos Estados Unidos para os países do Caribe. O Haiti que, em 1804, num legítimo movimento dos escravos, deixou de ser a mais abundante colônia francesa, logo resistiu a um embargo de 60 anos promovido pelos EUA, agora têm que driblar a repressão ditada pelas fábricas têxteis, instaladas em zonas francas.

E, por absurdo que pareça, o braço militar deste projeto é comandado por países da América Latina, como o Brasil, Argentina, Chile e Uruguai. Porém, por trás do véu do discurso oficial da missão da ONU, que prega a paz para a região, as incursões das tropas nos bairros da capital causam a morte de trabalhadores e mulheres inocentes.

Dominique contou, durante passagem por Curitiba, que a organização *Batay Ouvriye* (Batalha Operária) promove uma articulação entre associações de pequenos camponeses, associações de bairros e pequenas vendedoras. O país vive um intenso processo de “proletarização”, por conta da política de transformar o Haiti em fornecedor de mão-de-obra barata para a indústria têxtil, por isto o *Batay Ouvriye* se articula sobretudo com comitês clandestinos de operários.

O militante – que também viveu em Porto Rico, onde teve contato com os movimentos de independência do país, atual colônia estadunidense – começou sua análise pelo capitalismo no contexto global. “Sabemos que estamos vivendo um momento insuportável frente à ofensiva imperialista, que tem o objetivo de dominar o mundo (...) São ofensivas militares, roubos de nossos recursos naturais e tesouros da humanidade, como acontece no Iraque”, expôs.

A agressão aos povos atingiu um patamar insuportável. Ele diz que os movimentos sociais vivem uma encruzilhada, levando em conta que não há um contexto como aquele apontado pelo Che, em meados dos anos 60, quando falava em criar um, dois Vietnãs. Por conta disso, Dominique aponta que os movimentos sociais enfrentam a contradição de trilhar a via pacífica em meio ao que chama de “radicalidade declarada do inimigo”.

Citou países que nos últimos anos sofreram intervenções armadas dentro da lógica capitalista, não só o Afeganistão e o Iraque, mas também países africanos como o Congo e a Costa do Marfim. Ao descrever a investida contra o Haiti, em nome de um projeto econômico, o sindicalista sensibilizou a todos os presentes no debate.

Como no século XVI

Segundo o ativista, o Haiti está inserido em um projeto definido pelos EUA para a América Central, México e Caribe, iniciado a partir do governo de Ronald Reagan (1981-1989). Hoje em dia, a região está ocupada pelas chamadas “zonas francas” ou ZPEs (Zona de Processamento de Exportação). Dentro da muralha que as envolve, as zonas francas possuem em torno de 20 ou 30 fábricas de manufaturados onde as trabalhadoras e trabalhadores se submetem a relações desumanas de produção.

A indústria têxtil predomina. O segmento pouco se mecanizou e não se informatizou, então o uso do trabalho braçal e barato continua necessário para a confecção de roupas, bolas, etc. A produção muitas vezes se dá como “no século XVI”, compara Dominique. Na conversa com a reportagem do **Brasil de Fato**, ele afirmou: “Hoje as zonas francas não dependem dos consumidores locais, então a produção logo é enviada para o Canadá, EUA e França”. Os trabalhadores vivem empilhados, nas cidades em volta dos muros que protegem a produção. Se eles se organizam, as fábricas têm uma mobilidade que as permite ir embora e deixar o local às mínguas.

Apenas na República Dominicana, país fronteiro com o Haiti, existem 56 zonas francas. O militante do *Batay Ouvriye* chegou a ironizar, lembrando um senador estadunidense e a sua proposta para que todo país se tornasse uma única zona franca. O Haiti, por sua vez, é a mão-de-obra mais barata da América e a terceira mais barata do mundo. Tem a moeda desvalorizada, assim o salário é pago em dinheiro local, enquanto as manufaturas são vendidas em dólares. A situação é tal que os trabalhadores haitianos não comem ao meio-dia, assim voltam com algum trocado para casa.

“É necessária uma miséria generalizada, para que qualquer um esteja disposto a trabalhar. A miséria total serve para manter o salário baixo (...) a vantagem do Haiti, segundo a própria burguesia, é a sua mão-de-obra barata”, critica. A repressão é feroz, segundo o relato de Dominique. De acordo com o código de trabalho local, o trabalhador é quem deve provar a inocência em caso de demissão.

São poucas as notícias sobre a organização das trabalhadoras e trabalhadores nas zonas francas, embora na verdade ela existe, e é clandestina. Dominique conta que as transnacionais costumam migrar quando farejam a presença de algum sindicato. Então a organização não pode se dar no chão da fábrica, e sim nos bairros de periferia.

Que apoio é este?

O Haiti já provou do colonialismo francês e das invasões dos EUA (uma delas se estendeu de 1915 a 1934), mas poucos esperavam ver as tropas de países como Argentina, Uruguai, Chile, lideradas pelo Brasil, do presidente Lula, assassinando trabalhadores nas periferias da capital Porto Príncipe. Dominique faz a ressalva de que não estamos falando do povo destes países – ele lembrou a importância dos sem-terra, no Brasil, ou das fábricas ocupadas, na Argentina. São, na verdade, projetos econômicos apoiados por forças reacionárias das forças armadas. “Trata-se de lutar em contra deste projeto”, ressalta.

Na narrativa de Dominique, a situação está beirando o teatro do absurdo. Recentemente, um político da elite haitiana chegou a tentar acalmar a população garantindo que haveria indenização para as pessoas inocentes que fossem mortas nas incursões da Missão das Nações Unidas para a Estabilização no Haiti (Minustha) pelos bairros da periferia.

Do ponto de vista do militante, a solidariedade deve se dar no campo da ação (algo muito além da paz proposta pelos EUA e Europa, por meio de “marcos de cooperação”, um nome *light* para os tratados de livre-comércio). Ele fez referência à atuação cubana pela libertação de Angola (1975), quando 50 mil homens foram dar apoio à libertação do país africano. Ele acredita que é preciso sentar e debater projetos em comum entre os países, projetos de solidariedade, como os que estão realizando agora mesmo agrônomos e médicos venezuelanos no Haiti.

Para ele, a ação tem que ser articulada conjuntamente entre os trabalhadores explorados, pois, como se vê, a resistência isolada tende à derrota. “Já não se trata de eu ser haitiano, ou hondurenho, ou guatemalteco, estamos vivendo o mesmo processo”, pensa.

Sob ocupação brasileira (<http://www.ciranda.net/spip/article1125.html>)

sexta-feira 9 de março de 2007

Rachel Beauvoir Dominique veio relatar o que sofrem as mulheres do Haiti e divulgar campanha de solidariedade

[Mariana Lettis](#)

Durante o dia, manifestantes na Avenida Paulista gritaram Fora Bush Iraque e fora Lula do Haiti. Á noite, na Quadra dos Bancários, a antropóloga, pesquisadora e professora da Universidade do Haiti, Rachel Beauvoir Dominique fez um depoimento sobre a situação das mulheres em seu país.

O tema é parte integrante das programações do 8 de Março e da Assembléia Popular que começou em São Paulo nesta sexta-feira, na quadra dos bancários, mas teve um primeiro momento de encontro com vinda de Rachel. As haitianas sofrem tanto com a miséria provocada pelas imensas remessas cobradas do Haiti para pagar uma dívida externa ilegítima quanto com o quadro de violência decorrente da ocupação do país por forças estrangeiras, lideradas pelo Brasil

Rachel veio ao Brasil com o arquiteto, professor da Universidade do Haiti e do movimento Batay Ouvriye - do crioulo, “Luta Operária”, para divulgar uma campanha de solidariedade com o Haiti em 11 cidades brasileira e também para entregar em Brasília o relatório final de uma investigação conduzida por Adolfo Pérez Esquivel, Prêmio Nobel, por Nora Cortiñas, um das mães da Praça de Maio, e Beverly Keene, do Jubileu Sul Américas.

Além do fim da ocupação e cancelamento da dívida, participantes da campanha querem que seja feita uma auditoria "integral e participativa" que apure tanto as dívidas financeira quanto as sociais, ecológicas e históricas. Queremos mostrar "quem deve a quem", diz a haitiana. E então apresentar a fatura, através de mudanças política estruturais no país, e alianças políticas que promovam a justiça, os direitos humanos, a autodeterminação e a soberania.



do

a

O relatório entregue por Rachel e Didier é resultado de uma Missão Internacional de Investigação e Solidariedade com o Haiti, composta por 20 representantes de redes, movimentos e instituições sociais da América Latina, Caribe, América do Norte e África. Suas páginas trazem relatos de mortes e massacres em bairros periféricos, resultantes da ocupação do país, e da exploração econômica do povo.

[ADITAL] Agencia de Información Fray Tito para América Latina

www.adital.com.br

05.03.07 - HAITÍ



Raquel Dominique denuncia acción del Minustah

Adital - En los primeros diez días de marzo dos profesores universitarios de Puerto Príncipe, Haití, realizan una gira por Brasil para promover una campaña de solidaridad para su país: Rachel Beauvoir Dominique, antropóloga, investigadora y profesora de la Universidad de Haití y Didier Dominique, arquitecto, profesor de la Universidad de Haití. Los dos son militantes del movimiento Batay Ouvriye - que en el idioma krioulo de Haití significa "Lucha Obrera".

Los haitianos visitarán 11 ciudades brasileras con el objetivo de sensibilizar a la sociedad en favor de generar una gran campaña capaz de hacer que el clamor por la retirada de las tropas extranjeras del país y por el fin del saqueo financiero sea una realidad. Van a terminar estos encuentros con una reunión en Itamaraty, el Ministerio de Relaciones Exteriores de Brasil.

Rachel Beauvoir Dominique comenzó su gira en Fortaleza donde dio esta entrevista a ADITAL.

ADITAL: ¿Cuál es el motivo de esta gira por las ciudades de Brasil y cuál es su expectativa?

Rachel Beauvoir Dominique: Gracias por esta ocasión de hablar con los lectores de ADITAL y con los compañeros y compañeras de América Latina en general. En este viaje estoy con otro compañero, Didiér Dominique, del movimiento Batay Ouvriye - que en krioulo significa "Lucha Obrera" - que es un movimiento en Haití que tiene en su seno muchas clases: obreros, mujeres, jóvenes, etc. Él empieza hoy sus actividades en las ciudades del sur, Porto Alegre, Florianópolis, Curitiba, San Pablo, etc.

Hablando de Haití puedo decir que hace diez, veinte años, estamos de diferentes maneras buscando alternativas para encontrar una respuesta a siglos de dominación y de explotación en los campos y en las ciudades de Haití. En ese país viven los más pobres del mundo entero, los más pobres en un país de los más ricos, anteriormente, con la producción de azúcar, de arroz y otros productos, todo eso por causa de una dominación secular.

El objetivo de este viaje es informar a la gente, pero también denunciar una situación terrible para nosotros que es la ocupación militar de Haití. Los gobiernos de los países dominantes dicen que no es una ocupación, sino una misión, una ayuda de la ONU, de estabilización. En Haití, por causa de las dificultades de los años pasados, nosotros vemos muy claramente desde hace muchos años que las iniciativas de los países dominantes de la ONU, y de los gobiernos, no tienen realmente el objetivo de ayudar, y cada vez que lo hacen es para defender los intereses de las clases dominantes de Haití y del imperialismo en general.

Para nosotros, hoy, la situación es muy particular por causa del hecho que la MINUSTAH (misión de la ONU), tiene en su comando tropas y generales brasileros. No son directamente los canadienses, los estadounidenses, o los franceses, o los europeos, sino la gente de América Latina: Argentina, Ecuador, El Salvador y Brasil. Brasil con un gobierno elegido por muchos votos populares es para nosotros una paradoja. Y esa misión no es para ayudar en tantas áreas necesarias en Haití como la salud, la educación y los elementos de desarrollo de un pueblo. Es una misión de dominación porque la gente en los barrios son atacados, son muertos. Hay una situación muy, muy grave en Haití, hoy.

ADITAL: Hay quien dice que si la Minustah se va, el país va a caer en la guerra civil y la consecuencia sería la vuelta del ejército de Estados Unidos, por eso no es bueno que salga la Minustah, sino que, eso sí, que cambie el tipo de presencia. ¿Qué dices a esto?

RBD: Nosotros decimos que, desde el 86 hasta ahora, hemos visto en Haití más de siete misiones de la ONU, supuestamente para arreglar las cosas y lograr una estabilización para el pueblo. Ellos dicen que tienen que sacarle las armas a las pandillas en los barrios, dicen que tienen que proteger a los ciudadanos, dicen que están en Haití para realizar elecciones y para producir una administración más limpia, más clara. Dicen que están allá para poner fin a la impunidad y arreglar las cosas de la justicia. Pero la verdad es que no vemos nada de eso. Por ejemplo, las armas. No hay un desarme realmente, además las armas no están solamente en los barrios populares. Hay más armas en los barrios de los ricos, en las montañas, en la que llaman la 'elite' de Haití y jamás hemos visto a la Minustah en los barrios ricos para desarmar a la burguesía. Y además, 'protección de los civiles': no es verdad, al contrario. Han matado niños de cuatro años y los niños en los barrios populares no pueden actualmente ir a la escuela porque hay una inseguridad terrible para ellos. Tampoco pueden las mujeres y otros, ir a buscar agua. Hay una inseguridad terrible y hay que decirlo, las tropas de la Minustah muestran muy claramente una falta de aprecio por la vida humana, es una cosa de clase, porque hablan mal con los pobres de los barrios, y los matan... Todo esto es una situación terrible para los civiles de los barrios populares. Y la cuestión de las elecciones. Fue el pueblo haitiano que se alió en las calles para impedir la desviación de las elecciones presidenciales. Y finalmente la impunidad: la impunidad en Haití es peor que nunca. Con todas las operaciones no detuvo a ningún criminal, o jefe de pandilla fue a la cárcel. Todo esto es para nosotros como una farsa en contra del pueblo haitiano. Estamos acá para denunciar eso y mostrar que la alternativa es la organización de la gente del pueblo y la tropa de la Minustah no está para mejorar la situación, sino que la empeora.

ADITAL: ¿Hay interferencias todavía de EEUU y Francia en la toma de decisiones o no?

RBD: Para nosotros claro que sí que la hay. La embajada estadounidense tiene una presencia enorme en la política de Haití. La embajada americana y la embajadora, ella personalmente asiste a las sesiones legislativas; así como también, la presencia de la Unión Europea en varios Ministerios. Es trágica para nosotros la ingerencia de la Minustah y la ONU, actualmente lo hemos visto muy claramente, y hasta Kofi Annan, todos son dirigidos por poderes económicos, éstos mandan a las fuerzas políticas y las fuerzas políticas a los militares. Por eso nosotros pensamos que es una tragedia que el presidente Lula da Silva se ofrezca a esta farsa y permita a los poderes económicos, capitalistas e imperialistas disfrazarse de tropas brasileñas que están matando a la gente.

ADITAL: Siempre se dice que la salida de esta situación es la real voluntad de desarrollar el país y eso significa inversiones, no la de la guerra, sino inversiones sociales de creación de trabajo, de desarrollo de la instrucción, de la salud, etc.

En Haití, ¿hay personas, hay estructuras, hay proyectos que puedan garantizar una solución?

RBD: Para nosotros no es una cuestión de desarrollo como tal. Para nosotros la palabra desarrollo es una palabra... digamos una mentira, como un mito o una leyenda. Es una cosa que quiere hacer algo, pero sin ver lo profundo del problema que es el saqueo de nuestros recursos. En Haití hace diez años que hablan de que nuestra ventaja comparativa es nuestra mano de obra barata. Pero, ¿qué quiere decir mano de obra barata? La mano de obra barata no puede crecer, desarrollarse, porque la ventaja es quedarse sin dinero. Eso es el proyecto de la zona franca, supuestamente, para el "desarrollo" de Haití. En realidad es un proyecto de miseria. En República Dominicana ellos tienen cincuenta y seis zonas francas, ¿y qué pasa con las poblaciones de las zonas francas? Están en la miseria más terrible.

Entonces, desarrollo es como una teoría que tienen en Estados Unidos, que el dinero en el país va a bajar tranquilamente y progresivamente hasta la gente. Es un mito. La visión que tenemos que ver ahora, es en relación con las raíces históricas de la miseria del pueblo y con un proyecto realmente revolucionario por un cambio real de las estructuras de poder. Cuestionar esa elite con su explotación, su dominación del pueblo, las estructuras de la sociedad y particularmente el rol del imperialismo.

ADITAL: Para cambiar la situación de un país es necesaria una organización, una base de sustentación, una sociedad que asuma las tareas para construir y renovar al país. ¿Cuáles son las fuerzas en Haití, a nivel de obreros, estudiantes, campesinos, intelectuales, que tienen esa posibilidad, que piensan en el país?

RBD: La pregunta es muy importante porque para nosotros en el movimiento Batay Ouvriye, ésa es la razón de nuestra cooperación con otros grupos que tienen las mismas perspectivas. Pero, para nosotros lo más importante es la solidaridad dentro del pueblo. Con eso nosotros podemos construir todo, podemos construir el país. Decimos que somos nosotros los que hemos construido el país. De hecho toda la producción agrícola, toda la riqueza que existe fue la obra del pueblo. Nosotros podemos construir el pueblo, los otros destruyen el país, pero nosotros podemos construir el país que es Haití. En esto es interesante ver los ejemplos de lo que están haciendo comunidades como las de Ancaié que tienen una escuela en un lugar donde el gobierno no ejerce sus responsabilidades. Fue la gente la que se organizó para hacer la escuela pero con un contenido nuevo, con los esfuerzos de los parientes. Son milagros y hay otras comunidades donde separan el agua y trabajan los marginales, y las plantaciones se hacen de manera comunal. Todo esto es para nosotros la riqueza y nuestro potencial para construir el país.

Y existe la PAPDA que es la plataforma política de desarrollo autónomo de manera alternativa en que se encuentran decenas de organizaciones sociales.

En el mismo sentido podemos pensar de otra manera las relaciones internacionales. No tenemos que seguir el camino de las clases dominantes internacionales. A nivel internacional, tenemos modos de cooperación y solidaridad con otros pueblos que tienen los mismos problemas y las mismas soluciones.

Traducción: Daniel Barrantes - barrantes.daniel@gmail.com



Matéria da Editoria:
Internacional

15/03/2007

O OUTRO LADO DA MISSÃO INTERNACIONAL

Haiti sofre com dependência econômica de organismos financeiros

A presença de sindicalistas haitianos e a inclusão da ajuda ao país caribenho na pauta da visita de Bush abriu a oportunidade da elucidação de contornos que geralmente não aparecem quando se trata da real situação do Haiti.

Maurício Hashizume* - Carta Maior

Data: 09/03/2007

BRASÍLIA E SÃO PAULO – A presença ostensiva da Missão das Nações Unidas para a Estabilização do Haiti (Minustah) e a divulgação de repetidos episódios de violência têm ofuscado a abordagem econômica da crise que continua sufocando o país caribenho. A presença de ativistas do movimento sindical haitiano no Brasil e a inclusão da temática do amparo financeiro a projetos de desenvolvimento no Haiti na pauta do encontro entre o presidente Luiz Inácio Lula da Silva e o presidente dos Estados Unidos, George W. Bush, abriram esta semana a oportunidade da elucidação de contornos que geralmente não aparecem quando se trata da intervenção internacional no Haiti, país mais pobre do Hemisfério Ocidental.

Para os EUA, a presença de tropas brasileiras à frente da Minustah na esperança de um assento no Conselho de Segurança da ONU é um alento, como deixou claro o presidente Bush. “Felicito o país pela liderança e pela ajuda ao Haiti. O Brasil vem sendo um líder importante em matéria de estabilização, desempenhou um papel humanitário. O povo brasileiro deveria sentir orgulho e apoiar a decisão de seu

presidente [de manter tropas no Haiti]" declarou em coletiva de imprensa nesta sexta (9).

"O nosso problema não é militar. O problema do Haiti é que as pessoas não têm condições básicas de trabalhar, produzir. Não há serviços básicos. Vidas estão sendo negadas e muita energia está sendo desperdiçada", define a antropóloga e professora universitária Rachel Dominique, do movimento Batay Ouvriye ("Luta Operária", na língua crioula), que está no Brasil desde o começo da semana. Os próprios soldados das tropas da Minustah, complementa Rachel, sabem que sem um amplo programa de reestruturação econômica e social, o trabalho deles será "totalmente inútil".

O quadro é de miséria absoluta, enfatiza a haitiana, que veio a acompanhada de seu marido, o arquiteto Didier Dominique, também do Batay Ouvriye, para um giro de palestras e audiências por 11 cidades brasileiras. Aproximadamente 76% dos haitianos vivem com menos de US\$ 1 por dia, 4 milhões de pessoas – metade do contingente total de 8,1 milhões de habitantes - não têm alimentação regular assegurada e o analfabetismo atinge 45% da população. A renda per capita do Haiti representa apenas 15% da média dos países latino-americanos, nem 40% da população têm acesso à água potável e menos de uma pessoa entre 50 tem emprego fixo. Nada menos que 88% das escolas do Haiti são privadas e o orçamento governamental investe apenas 8% em educação. Resultado: a expectativa de vida dos haitianos caiu de 52,6 anos em 2002 para 49,1 anos em 2003.

Rachel exhibe os resultados da campanha do desarmamento da Minustah – que nos primeiros 18 meses de missão gastou US\$ 20 milhões e só conseguiu apreender 265 armas, sendo que a estimativa é de que existem quase 200 mil armas em posse de particulares – como evidência de que o quadro de exclusão social no Haiti não será alterado sem mudanças estruturais. Do ponto de vista institucional, a reforma do sistema de Justiça, por exemplo, enfrenta o obstáculo da corrupção incrustada no aparelho estatal. "Há fundos oficiais do governo para coisas inúteis e falta recurso para coisas básicas", diagnostica a antropóloga haitiana. Na opinião dela, o frágil governo do presidente eleito René Preval não tem capacidade nenhuma de impor uma agenda própria e tem se prestado apenas a seguir à risca o receituário dos organismos internacionais.

Em conversa com uma delegação do Jubileu Sul/Américas que esteve no Haiti de 26 de outubro a 2 de novembro do ano passado, o próprio primeiro-ministro Jacques-Edouard Aléxis, confirmou que as diretrizes das ações governamentais continuam limitadas às resoluções do Quadro de Cooperação Interina (QCI) – programa de transição elaborado em julho de 2004 por ocasião da queda do presidente Jean Bertrand Aristide pelos países parceiros da Minustah, pelas Nações Unidas, sob forte influência das orientações das instituições financeiras internacionais (IFI), que foram confirmadas na Conferência Internacional para o Desenvolvimento Econômico e Social do Haiti, ocorrida em julho de 2006. Aléxis confirmou, na ocasião, que 80% do orçamento das "ajudas internacionais" vão direto para organizações não-governamentais (ONGs) e não passam pelo crivo do Estado. O ministro do Planejamento e da Cooperação Externa, Max Bellerive, confirmou a informação.

O Comunicado Conjunto da Reunião Internacional de Alto Nível sobre o Haiti, realizada em maio de 2006 na capital brasileira, no entanto, apresenta uma intenção diferente. Os participantes do encontro - governo haitiano e representantes da Alemanha, Argentina, Áustria, Brasil, Canadá, Chile, Espanha, Estados Unidos, França, Guiana, Jamaica, Japão, México, Noruega, Peru, República Dominicana, Suíça e Uruguai, bem como da Organização Nações Unidas (ONU), da Organização dos Estados Americanos (OEA), da União Européia (EU) e das IFI: Banco Interamericano de Desenvolvimento (BID), Fundo Monetário Internacional (FMI) e Banco Mundial (Bird) – "reiteraram seu apoio à prorrogação do QCI, até dezembro de 2007" e se comprometeram a modificar o programa elaborado em 2004 "para levar em conta as lições aprendidas nos dois primeiros anos do programa e as novas prioridades do Governo haitiano", dando

apoio ao Programa de Apaziguamento Social (PAS) apresentado por Preval, que tem como um de seus itens o pagamento de salários atrasados a antigos servidores estatais e a ex-militares. “Para uma transformação real do Haiti, é preciso mudar isso tudo. Por isso, defendemos a retirada imediata das tropas”, defende a sindicalista do Batay Ouvriye.

Cerca de 80% da população do Haiti vive no meio rural. “A cooperação internacional em curso não toca na reforma agrária e no desenvolvimento do campo para os pequenos produtores”, pontua Rachel, lembrando que os próprios sindicatos conseguiram alterar o Código Trabalhista do país por meio de lutas cotidianas. “Isso mostra que o povo haitiano é plenamente capaz de encontrar os seus próprios caminhos para a melhoria de vida. Planos prontos e acabados que vêm de fora não resolvem o nosso problema fundamentalmente porque não alteram a estrutura de dominação que mantém esse quadro de exclusão absoluta”.

Dívida

A análise da dívida do Haiti permite uma visão mais concreta do que os militantes querem dizer quando utilizam a expressão “ocupação econômica”. A nação do Caribe deve US\$ 1,4 bilhões. A dívida externa reclamada do Haiti duplicou entre os anos de 1996 a 2003. De 2004 a 2005, em meio à crise que derrubou Aristide, 22% do orçamento do governo haitiano foi destinado ao pagamento de dívida. De 2005 a 2006, a soma do pagamento dos juros mais amortizações somaram US\$ 69,2 milhões, o dobro do valor destinado à saúde pública (US\$ 33,3 bilhões). De 2006 a 2007, essa mesma soma consumirá US\$ 71 bilhões dos cofres haitianos. BID, FMI e Bird são credores de cerca de 80% do total dessa dívida. “Estes supostos ‘doadores’ exigem como requisito para desembolsar a conta-gotas sua ‘cooperação humanitária’ o pagamento da dívida. O que deixa manifesto a hipocrisia com que se movimentam”, sintetiza o texto do panfleto da Campanha de Solidariedade com o Haiti, formada por organizações da sociedade civil de diversos países do continente, que defende a retirada das tropas estrangeiras e a anulação da dívida externa do país.

Ainda segundo a Campanha, 45% da dívida foi contraída durante a ditadura da família Duvalier, o que encaixaria o débito na categoria de “dívida odiosa” (em 1980, o FMI emprestou US\$ 22 milhões ao Haiti; poucos dias US\$ 16 milhões saíram do caixa do governo para contas pessoais dos Duvalier e outros US\$ 4 milhões foram depositados para uma organização paramilitar acusada de matar pelo menos 30 mil pessoas). Em discurso proferido por ocasião da reunião de Alto Nível em maio do ano passado, o próprio ministro das Relações Exteriores do Brasil, Celso Amorim, pediu para que “a comunidade financeira internacional” compreendesse a “especificidade da situação haitiana”, adaptando “certos requisitos burocráticos, talvez em si mesmo válidos, mas que no passado freqüentemente sacrificaram as possibilidades de uma real cooperação com este que é o único país de menor desenvolvimento relativo do nosso continente”.

É simbólico o fato de que, para os organismos financeiros internacionais, o Haiti ainda não tenha atingido o “ponto de decisão” (ou seja, ainda não cumpriu todas as condicionalidades) sob o Programa para Países Pobres Altamente Endividados (PPAE/HIPC) e permanece inelegível para fazer parte do quadro da Iniciativa Multilateral de Alívio da Dívida (MDRI).

As condicionalidades impostas como parte do ciclo de “desendividamento/novo endividamento” denunciados pela Campanha seguem à risca um receituário conhecido pelos países latino-americanos: incentivo à indústria exportadora – por meio da proliferação de Zonas Francas que oferecem mão-de-obra barata nos moldes das maquiladoras instaladas no México -, privatização e abertura para tratados de livre comércio com os Estados Unidos. Já existe inclusive uma proposta consolidada que foi ironicamente batizada de Hope (que significa “esperança”, em Inglês) – sigla de Haitian Hemispheric Opportunity

through Partnership Encouragement.

Em janeiro, o BID, principal credor do Haiti, anunciou que pretende extinguir parte da dívida dos cinco países mais do continente americano (Nicarágua, Honduras, Bolívia, Haiti e Guiana), tema levantado pelo presidente da Bolívia, Evo Morales, na assembléia-geral do organismo que se deu em Belo Horizonte no ano passado. A proposta – que ainda precisará ser aprovada em outra reunião dos governadores do BID marcada para este mês - prevê a anulação das dívidas contraídas por esses países até o final de 2004. O montante anistiado das dívidas dos cinco países seria, segundo o BID, de US\$ 4,3 milhões, o que representa cerca de 84% do total acumulado até hoje. “O que questionamos e denunciamos em relação essa ‘anulação’ da dívida é que esse processo representa uma outra maneira de manter o círculo vicioso de endividamento que reforça a dependência do financiamento externo e a vulnerabilidade das economias desses países”, argumenta Fabrina Furtado, da Rede Brasil sobre Instituições Financeiras Multilaterais, que fez parte da comitiva do Jubileu Sul que esteve no Haiti em 2006.

Solidariedade

A haitiana Rachel Dominique faz uma convocação em nome da solidariedade entre os povos e dispensa o que chama de caridade estrangeira. Para ela, a manutenção de 300 médicos cubanos no país e o fundo de US\$ 15 milhões para cooperação em projetos sociais aprovado recentemente pelo governo da Venezuela se encaixam na primeira categoria e são muito bem-vindos. A presença de militares brasileiros tem exigido uma participação cada vez maior do governo brasileiro justamente na área social (leia [matéria](#)). “A caridade, porém, muitas vezes esconde na verdade outros interesses. Não faltam ofertas que na verdade estão enquadradas na lógica do retorno econômico”.

A presença do casal haitiano no Brasil, na avaliação de Rosilene Wansetto, do Jubileu Sul, foi importante para furar o bloqueio da dificuldade no acesso a informações sobre o Haiti. A participação de movimentos sociais e organizações de jovens nos debates realizados nas cidades brasileiras com os sindicalistas, coloca Rosilene, “abriu espaço para o diálogo e a denúncia junto ao governo brasileiro no que diz respeito à necessidade de retirada imediata das tropas”.

Houve também quem fizesse um paralelo entre a situação de ocupação militar e econômica no Haiti e a truculência policial dirigida às manifestações contra a presença do presidente George W. Bush no Brasil (confira [matéria](#)). Para Eliana Alves de Souza, da comissão de cultura da Assembléia Popular de São Paulo, em pleno dia, no ano de 2007, o grau de repressão tanto na Avenida Paulista quanto nas ruas do Haiti deixam transparecer a necessidade urgente da mobilização para que a vontade e expressão populares não sejam sufocadas.

** Colaborou Antonio Biondi.*



UNIVAP: Violação dos Direitos Humanos no Haiti

A Faculdade de Direito da Univap recebe no próximo dia 9 de março, às 19 horas, no Teatro Univap Prof. Moacyr Benedicto de Souza, a antropóloga Prof^a Dr^a Rachel Beauvoir Dominique, da Universidade de Porto Príncipe/Haiti para ministrar a palestra: A Violação dos Direitos Humanos no Haiti.

O evento aberto ao público deverá discutir a situação que enfrenta o povo haitiano com a presença das forças de estabilização da ONU.

A palestra será ministrada em inglês com tradução consecutiva pela Prof^a Sonja Gabriella Moll.

A Prof^a Rachael está visitando o Brasil, onde permanecerá

até o próximo dia 10.

O Teatro Univap Prof. Moacyr Benedicto de Souza está localizada na Praça Cândido Dias Castejón. 116, Centro, em São José dos Campos - SP.

Fonte: UNIVAP

Sindicalista haitiano visita o Brasil no 8 de Março

DA REDAÇÃO

• Chega ao Rio de Janeiro, neste 8 de março, Didier Dominique, sindicalista haitiano do Movimento Batalha Operária que organiza trabalhadores superexplorados das multinacionais instaladas na fronteira com a República Dominicana. Ele participará de uma série de eventos organizados pela Rede Jubileu Sul Américas, como parte da Campanha Internacional de Solidariedade ao Haiti, lançada em 2006.

Essa importante visita acontece no mesmo dia em que George W. Bush vem à São Paulo, e o movimento prepara uma série de protestos unificados para receber o presidente norte-americano. O objetivo da vinda de Dominique é denunciar o papel nefasto que desempenha o Brasil na ocupação do país caribenho. O governo Lula anunciou, recentemente, a disposição em manter as tropas brasileiras no Haiti até 2011, liderando um verdadeiro massacre ao povo daquele país.

O povo haitiano tem resistido aos ataques como a ação coordenada das forças de ocupação, em 24 de janeiro, que deixou dezenas de mortos e feridos. No carnaval, os haitianos foram às ruas em blocos que denunciavam a atividade da Minustah, sigla pela qual é conhecida a missão dos "capacetes azuis" da ONU.

Dentre as atividades no Rio, destaca-se o debate *Haiti: a luta dos(as) trabalhadores(as) e o papel do Brasil no comando da ocupação militar*, que acontece no Sindicato dos Engenheiros do Rio de Janeiro, no dia 9 de março. Antes, durante a tarde, haverá uma reunião com sindicalistas para debater a situação dos trabalhadores haitianos e elaborar propostas de ações possíveis em solidariedade à luta do Haiti.

A Coordenação Nacional de Lutas (Conlutas) participará das atividades e está convidando ativistas e entidades combativas do movimento a se integrarem à campanha. Confira, abaixo, a programação completa das atividades com Didier Dominique.

Dia 8 de março:

Chegada do sindicalista e participação nas atividades relacionadas ao 8 de Março

Dia 9:

10h – conferência de imprensa em local ainda não definido

14h – reunião com sindicalistas

18h30 – debate *Haiti: a luta dos(as) trabalhadores(as) e o papel do Brasil no comando da ocupação militar*, no Sindicato dos Engenheiros do Estado do Rio de Janeiro (Av. Rio Branco, 277 – 17º andar)

LEIA TAMBÉM:

- [Fora Bush do Iraque e Lula do Haiti](#)
- [Declaração da LIT-QI: Fora as tropas da ONU do Haiti!](#)

[27/2/2007 18:21:00]

Foto CMI Brasília



Didier Dominique, em entrevista coletiva em Brasília

Movimentos sociais denunciam barbárie no Haiti

Menos de 40% da população têm acesso à água potável, 45% dos haitianos são analfabetos, restam apenas 2% das florestas e uma em cada 50 pessoas tem emprego fixo.

Marana Borges,
Da Agência Repórter Social

Helicópteros rondam favelas durante toda a madrugada e um cerco militar ao redor dos bairros populares impede os moradores de se locomover, trabalhar, levar seus filhos à escola e até buscar água. Esse é o dia a dia na capital haitiana Porto Príncipe desde a intervenção da Missão das Nações Unidas para a Estabilização do Haiti (Minustah), em junho de 2004, segundo a antropóloga Rachel Beauvior-Dominique.

Ela e seu marido, o arquiteto Didier Dominique, ambos professores da Universidade do Haiti e membros do movimento Batay Ouvriye (“Luta Operária”, em crioulo), estiveram em 11 cidades brasileiras para divulgar o *Relatório Final da Missão Internacional de Investigação e Solidariedade com o Haiti*.

O documento é resultado de visitas ao país caribenho realizadas em abril de 2005 e outubro e novembro de 2006 por vinte representantes de movimentos sociais e instituições políticas, culturais, religiosas e de direitos humanos da América Latina, Caribe, América do Norte e África.

Coordenado pelo argentino Adolfo Pérez Esquivel, vencedor do Nobel da Paz em 1980, o relatório aponta um colapso econômico, social, ecológico e político no país. Menos de 40% da população têm acesso à água potável, 45% dos haitianos são analfabetos, restam apenas 2% das florestas e uma em cada 50 pessoas tem emprego fixo.

Em visita ao Hospital da Universidade de Porto Príncipe, a delegação flagrou doentes acorrentados nas camas pela polícia local, acusados de serem ex-militares presos. As condições dos presídios foram consideradas subumanas e, só na penitenciária central, 90% dos internos ainda não haviam sido julgados.

Tropas internacionais

Rachel denuncia a constante violação dos direitos humanos também pelos militares estrangeiros, acusados de estupro, aliciamento de menores para prostituição e violência desproporcional, inclusive contra civis. “Às vezes, às quatro da manhã os tanques disparam sobre casas pobres de supostos criminosos. Disparam sobre uma, mas caem três, quatro”, disse a antropóloga à **Agência Repórter Social**. A perseguição aos movimentos sociais por parte da Minustah é violenta. “A juventude sai às ruas toda semana, e toda semana sofre repressão das tropas com bombas, disparos e golpes”.

O dossiê pede a imediata retirada das tropas e vê motivos econômicos para a intervenção militar, que serviria a um plano de privatização do setor de telecomunicações e energia por empresas transnacionais. Chama a atenção para o fato de apenas dois membros do Estado-maior da Minustah serem da América Latina. Os demais são dos Estados Unidos, França, Itália e Canadá. Além disso, apenas EUA e França podem desenvolver tarefas de inteligência no país.

“Todos obedecem ao comando militar que, na prática, segue as orientações dos bancos internacionais e, em particular, da embaixada americana”, afirma Rachel. A antropóloga exemplifica a concreta interferência na autonomia e política interna do país citando a presença da embaixadora

dos Estados Unidos, Janet Sanderson, em todas as assembleias da Câmara Legislativa, onde “opina a todo momento”.

Sob ocupação brasileira

Rachel Beauvoir Dominique veio relatar o que sofrem as mulheres do Haiti e divulgar campanha de solidariedade

Mariana Lettis,

Da Ciranda Internacional de Informação Independente

Durante o dia, manifestantes na Avenida Paulista gritaram Fora Bush do Iraque e fora Lula do Haiti. À noite, na Quadra dos Bancários, a antropóloga, pesquisadora e professora da Universidade do Haiti, Rachel Beauvoir Dominique fez um depoimento sobre a situação das mulheres em seu país.

O tema é parte integrante das programações do 8 de Março e da Assembleia Popular que começou em São Paulo nesta sexta-feira, na quadra dos bancários, mas teve um primeiro momento de encontro com a vinda de Rachel. As haitianas sofrem tanto com a miséria provocada pelas imensas remessas cobradas do Haiti para pagar uma dívida externa ilegítima quanto com o quadro de violência decorrente da ocupação do país por forças estrangeiras, lideradas pelo Brasil

Rachel veio ao Brasil com o arquiteto, professor da Universidade do Haiti e do movimento Batay Ouvriye - do crioulo, “Luta Operária”, para divulgar uma campanha de solidariedade com o Haiti em 11 cidades brasileira e também para entregar em Brasília o relatório final de uma investigação conduzida por Adolfo Pérez Esquivel, Prêmio Nobel, por Nora Cortiñas, um das mães da Praça de Maio, e Beverly Keene, do Jubileu Sul Américas.

Além do fim da ocupação e cancelamento da dívida, participantes da campanha querem que seja feita uma auditoria “integral e participativa” que apure tanto as dívidas financeira quanto as sociais, ecológicas e históricas. Queremos mostrar “quem deve a quem”, diz a haitiana. E então apresentar a fatura, através de mudanças política estruturais no país, e alianças políticas que promovam a justiça, os direitos humanos, a autodeterminação e a soberania.

O relatório entregue por Rachel e Didier é resultado de uma Missão Internacional de Investigação e Solidariedade com o Haiti, composta por 20 representantes de redes, movimentos e instituições sociais da América Latina, Caribe, América do Norte e África. Suas páginas trazem relatos de mortes e massacres em bairros periféricos, resultantes da ocupação do país, e da exploração econômica do povo.

No Haiti: Desemprego de 85% e caos social

Segundo Didier Dominique, 85% de haitianos estão desempregados e se sujeitam a trabalhar por salários extremamente baixos, sem quaisquer condições de saúde

Da CUT-RS

A população civil do Haiti está enfrentando um forte período de terrorismo e degradação da dignidade humana. O desabafo é do representante dos movimentos sociais do Haiti, Didier

Dominique, que está no Brasil em companhia de Rachel Beauvoir para denunciar as condições sub-humanas de vida daquela população. O ativista político se empenha pela solidariedade internacional em busca de uma solução pacífica e democrática para a grave crise do seu país. Segundo Dominique, existem hoje, 85% de haitianos desempregados que se sujeitam a trabalhar por salários extremamente baixos, sem qualquer condição de saúde.

O Haiti é um país pobre que vive um cotidiano social muito tenso, no qual a exploração dos trabalhadores é uma realidade incontestável. O governo, por sua vez, apresenta como atrativo para as empresas multinacionais justamente a mão de obra barata. A mais barata do mundo. A situação de caos determinou a presença das forças armadas da ONU no território haitiano, que, de acordo com Dominique, está promovendo uma verdadeira chacina entre a população civil.

A PRESENÇA BRASILEIRA - Sobre a presença do Brasil no Haiti, Dominique assegura que "esta forma militarizada de participação não agrada, porque não traz nenhum benefício social para os trabalhadores". O Brasil deveria oferecer outro tipo de parceria, como intercâmbios culturais e de desenvolvimento, observa. "O Brasil tem forte capacidade nas áreas rurais e de comércio que seriam muito úteis para o povo haitiano. No entanto, o papel do Brasil está condicionado a sustentar um processo militarizado, que atemoriza os cidadãos. A sociedade brasileira deveria saber sobre esta condição", denuncia Dominique.

A alegação das tropas da ONU, diz ele, é a captura de "bandidos" ou contraventores, mas o que acontece é que entram nos bairros, sitiados por eles mesmos, disparando armas de fogo contra a população, entre elas crianças e idosos. Na verdade, prossegue Dominique, as forças da ONU estão a serviço do conservacionismo da burguesia e, principalmente, para controlar a situação explosiva do país, que, a partir da eleição do presidente René Préval, sentiu crescer as chances de unir forças e lutar pelos seus direitos.

Ninguém quer este movimento em ascensão, diz Dominique, "nem o próprio governo, que foi responsável por pedir o apoio militar de diferentes países e das forças da ONU". Como aceitar uma situação destas, questiona-se o ativista social, quando se vê filas de pessoas em busca de emprego. Além disso, a repressão constante determina uma inércia por parte da população, que se retrai ao ver a luta anti-sindical, com várias demissões de representantes dos trabalhadores. Contudo, afirma, as forças progressistas do Haiti, Brasil, Uruguai e Argentina trabalham unidas, para reverter este quadro.

UNIÃO E ESPERANÇA - O ativista, que conversou com jornalistas na sede da CUT-RS dia dois, salientou a força da união em torno de soluções para a crise. O relato da luta comum, compartilhada entre haitianos e dominicanos, contra uma empresa produtora de jeans que opera nos dois países, encheu conquistas importantes. Melhores salários, condições de trabalho e saúde e um bônus extra (13º salário), além do reconhecimento do sindicato.

O líder dos movimentos sociais do Haiti percorreu a região sul do Brasil em busca de solidariedade do povo brasileiro. No Rio Grande do Sul, esteve ciceroneado pelo presidente da Federação dos Metalúrgicos do Rio Grande do Sul, Milton Viário.

Didier Dominique & Rachel Beauvoir) - São dois companheiro/a indicados pelo PAPDA (Plataforma Haitiana pelo Desenvolvimento Alternativo do Haiti) e são membros da direção da Batalla Obrera (Batalha Operária) Coordenação da comissão para as zonas francas e, globalmente, porta-voz da organização. A Batalha Operária é um dos principais movimentos sindicais do Haiti, seu trabalho principal é a organização dos trabalhadores e trabalhadoras super explorados pelas empresas estrangeiras que se instalaram na fronteira com a República Dominicana.

Haiti: missão de paz a serviço de um projeto predatório

Militante do movimento operário haitiano denuncia militarização do Haiti, uma forma de manutenção do papel do país de fornecedor de mão-de-obra barata

Pedro Carrano, do Brasil de Fato

“Se nos vêm ajudar, por que não mandam doutores, engenheiros? Por que não nos mandam cooperação, por que ao invés disso nos mandam o exército?”.

Esta foi apenas uma das perguntas feitas pelo haitiano Didier Dominique, militante da organização haitiana *Batay Ouvriye* (Batalha Operária), ao falar sobre a presença da Missão das Nações Unidas para a Estabilização no Haiti (Minustah), que desembarcou no país desde 2004. O arquiteto e professor universitário e a pesquisadora Rachel Beauvoir Dominique estão no Brasil para encontrar movimentos sociais em 10 diferentes cidades e denunciar a barbárie imposta ao país, além de articular marcos de ação e solidariedade.

Na leitura de Dominique, a missão das Nações Unidas está inserida em um projeto econômico definido pelos Estados Unidos para os países do Caribe. O Haiti que, em 1804, num legítimo movimento dos escravos, deixou de ser a mais abundante colônia francesa, logo resistiu a um embargo de 60 anos promovido pelos EUA, agora têm que driblar a repressão ditada pelas fábricas têxteis, instaladas em zonas francas.

E, por absurdo que pareça, o braço militar deste projeto é comandado por países da América Latina, como o Brasil, Argentina, Chile e Uruguai. Porém, por trás do véu do discurso oficial da missão da ONU, que prega a paz para a região, as incursões das tropas nos bairros da capital causam a morte de trabalhadores e mulheres inocentes.

Dominique contou, durante passagem por Curitiba, que a organização *Batay Ouvriye* (Batalha Operária) promove uma articulação entre associações de pequenos camponeses, associações de bairros e pequenas vendedoras. O país vive um intenso processo de “proletarização”, por conta da política de transformar o Haiti em fornecedor de mão-de-obra barata para a indústria têxtil, por isto o *Batay Ouvriye* se articula sobretudo com comitês clandestinos de operários.

O militante – que também viveu em Porto Rico, onde teve contato com os movimentos de independência do país, atual colônia estadunidense – começou sua análise pelo capitalismo no contexto global. “Sabemos que estamos vivendo um momento insuportável frente à ofensiva imperialista, que tem o objetivo de dominar o mundo (...) São ofensivas militares, roubos de nossos recursos naturais e tesouros da humanidade, como acontece no Iraque”, expôs.

A agressão aos povos atingiu um patamar insuportável. Ele diz que os movimentos sociais vivem uma encruzilhada, levando em conta que não há um contexto como aquele apontado pelo Che, em meados dos anos 60, quando falava em criar um, dois Vietnãs. Por conta disso, Dominique aponta que os movimentos sociais enfrentam a contradição de trilhar a via pacífica em meio ao que chama de “radicalidade declarada do inimigo”.

Citou países que nos últimos anos sofreram intervenções armadas dentro da lógica capitalista, não só o Afeganistão e o Iraque, mas também países africanos como o Congo e a Costa do Marfim. Ao

descrever a investida contra o Haiti, em nome de um projeto econômico, o sindicalista sensibilizou a todos os presentes no debate.

Como no século XVI

Segundo o ativista, o Haiti está inserido em um projeto definido pelos EUA para a América Central, México e Caribe, iniciado a partir do governo de Ronald Reagan (1981-1989). Hoje em dia, a região está ocupada pelas chamadas “zonas francas” ou ZPEs (Zona de Processamento de Exportação). Dentro da muralha que as envolve, as zonas francas possuem em torno de 20 ou 30 fábricas de manufaturados onde as trabalhadoras e trabalhadores se submetem a relações desumanas de produção.

A indústria têxtil predomina. O segmento pouco se mecanizou e não se informatizou, então o uso do trabalho braçal e barato continua necessário para a confecção de roupas, bolas, etc. A produção muitas vezes se dá como “no século XVI”, compara Dominique. Na conversa com a reportagem do **Brasil de Fato**, ele afirmou: “Hoje as zonas francas não dependem dos consumidores locais, então a produção logo é enviada para o Canadá, EUA e França”. Os trabalhadores vivem empilhados, nas cidades em volta dos muros que protegem a produção. Se eles se organizam, as fábricas têm uma mobilidade que as permite ir embora e deixar o local às mínguas.

Apenas na República Dominicana, país fronteiro com o Haiti, existem 56 zonas francas. O militante do *Batay Ouvriye* chegou a ironizar, lembrando um senador estadunidense e a sua proposta para que todo país se tornasse uma única zona franca. O Haiti, por sua vez, é a mão-de-obra mais barata da América e a terceira mais barata do mundo. Tem a moeda desvalorizada, assim o salário é pago em dinheiro local, enquanto as manufaturas são vendidas em dólares. A situação é tal que os trabalhadores haitianos não comem ao meio-dia, assim voltam com algum trocado para casa.

“É necessária uma miséria generalizada, para que qualquer um esteja disposto a trabalhar. A miséria total serve para manter o salário baixo (...) a vantagem do Haiti, segundo a própria burguesia, é a sua mão-de-obra barata”, critica. A repressão é feroz, segundo o relato de Dominique. De acordo com o código de trabalho local, o trabalhador é quem deve provar a inocência em caso de demissão.

São poucas as notícias sobre a organização das trabalhadoras e trabalhadores nas zonas francas, embora na verdade ela existe, e é clandestina. Dominique conta que as transnacionais costumam migrar quando farejam a presença de algum sindicato. Então a organização não pode se dar no chão da fábrica, e sim nos bairros de periferia.

Que apoio é este?

O Haiti já provou do colonialismo francês e das invasões dos EUA (uma delas se estendeu de 1915 a 1934), mas poucos esperavam ver as tropas de países como Argentina, Uruguai, Chile, lideradas pelo Brasil, do presidente Lula, assassinando trabalhadores nas periferias da capital Porto Príncipe. Dominique faz a ressalva de que não estamos falando do povo destes países – ele lembrou a importância dos sem-terra, no Brasil, ou das fábricas ocupadas, na Argentina. São, na verdade, projetos econômicos apoiados por forças reacionárias das forças armadas. “Trata-se de lutar em contra deste projeto”, ressalta.

Na narrativa de Dominique, a situação está beirando o teatro do absurdo. Recentemente, um político da elite haitiana chegou a tentar acalmar a população garantindo que haveria indenização para as pessoas inocentes que fossem mortas nas incursões da Missão das Nações Unidas para a Estabilização no Haiti (Minustha) pelos bairros da periferia.

Do ponto de vista do militante, a solidariedade deve se dar no campo da ação (algo muito além da paz proposta pelos EUA e Europa, por meio de “marcos de cooperação”, um nome *light* para os tratados de livre-comércio). Ele fez referência à atuação cubana pela libertação de Angola (1975), quando 50 mil homens foram dar apoio à libertação do país africano. Ele acredita que é preciso sentar e debater projetos em comum entre os países, projetos de solidariedade, como os que estão realizando agora mesmo agrônomos e médicos venezuelanos no Haiti.

Para ele, a ação tem que ser articulada conjuntamente entre os trabalhadores explorados, pois, como se vê, a resistência isolada tende à derrota. “Já não se trata de eu ser haitiano, ou hondurenho, ou guatemalteco, estamos vivendo o mesmo processo”, pensa.

27-02-2007 08:41:16 - Debate sobre as “Forças de Paz” no Haiti

Todos os dias se escutam notícias sobre os massacres, a miséria e a dor do povo do Haiti. Dentro desse contexto estão as tropas brasileiras que lá estão desde há um ano, inclusive sendo denunciadas por violações e violências de toda a ordem. Esta participação do Brasil nas chamadas “forças de paz” da ONU tem sido, portanto, bastante polêmica e criticada por parte dos movimentos sociais.

Com o objetivo de conhecer melhor esta realidade a partir de um olhar autóctone, ou seja, oriundo do lugar mesmo, estará em Florianópolis, no próximo dia 05 de março, um representante dos movimentos sociais do Haiti, Didier Dominique, que estará completando um giro por várias capitais brasileiras. Dominique é arquiteto, professor da Universidad de Haiti, sindicalista e coordenador do projeto de restauração do centro histórico da cidade de Cabo Haitiano. A idéia é mostrar a situação real das populações empobrecidas do país caribenho que já escreveu seu nome na história das lutas sociais.

O Haiti foi o primeiro país desta parte do mundo que garantiu, com a força única do seu povo – a maioria formada por gente escravizada – a independência da colônia, quando dominado pela França. Esta herança de luta segue viva, mesmo depois de o país ter vivido duas sangrentas ditaduras protagonizadas pelos Duvallier. Hoje, as gentes do Haiti continuam batalhando por sua liberdade, desta vez com o país ocupado por tropas estrangeiras a mando do império estadunidense.

A conversa com o representante dos movimentos sociais haitiano será no Auditório do Centro Sócio-Econômico da UFSC, às 19 horas, no dia 05 de março. Apesar de a universidade estar em recesso escolar nesse dia, o Movimento Consulta Popular, o Instituto de Estudos Latino-Americanos (IELA) e o Jubileu Sul Brasil convidam a todos para que participem e conheçam a realidade do Haiti.

Maiores informações pelo telefone 3028.1608 (Séc. MST) ou pelo 3721.9297 – ramal 37 (IELA/UFSC)

América Latina Livre - www.ola.cse.ufsc.br

Haiti

Missão da ONU não alterou miséria, exploração e violência

Quarta-feira, 07/03/2007 - 18:32

Brasília - Dois representantes dos movimentos sociais haitianos visitaram o Brasil e criticam a atuação da Força de Estabilização de Paz no Haiti (Minustah), enviada em 2004 ao país mais pobre das Américas após a queda do ex-presidente Jean Bertrand Aristide. O braço militar da missão é comanda pelo Brasil. Em entrevista ao programa Revista Brasil, da Rádio Nacional, o arquiteto e professor da Universidade do Haiti, Didier Dominique, criticou a atuação do grupo, que, segundo ele, não

possuem um projeto pragmático de ajuda ao povo haitiano.

"As tropas estrangeiras não estão fazendo um trabalho a favor do povo haitiano. A paz que existe é a 'paz do cemitério', feita com a violência da morte. É uma paz que está a favor do projeto imperialista que está se desenvolvendo no país", desabafa o arquiteto e professor da Universidade do Haiti, Didier Dominique, em relação às denúncias de violência das tropas militares, da Polícia Nacional do Haiti e da interferência de países como o Brasil e os Estados Unidos na região.

O arquiteto citou que as críticas também estão citadas no relatório final da Missão Internacional de Investigação e Solidariedade com o Haiti, que será entregue às autoridades brasileiras nos próximos dias. O documento foi elaborada com a participação de vários movimentos sociais e entidades latino-americanas. Dominique e a antropóloga Rachel Beauvoir, ambos integrantes do movimento social Batay Ouvriye, fazem um giro pelo Brasil, desde o último dia 1º, tentando sensibilizar a sociedade pela retirada de tropas estrangeiras.

Dominique sublinha que há uma degradação social no Haiti, o que tem provocado uma migração do campo para os centros urbanos, com pessoas indo em busca de trabalho. Isso, segundo o professor, tem levado a altas taxas de desemprego, uma crise que tem ajudado a burguesia a manter os baixos salários. "As forças armadas estão lá para manter uma ordem, que significa operários trabalhando com salários de miséria e repressão anti-sindical muito forte", ressalta Dominique. Essa paz não convém ao povo haitiano, prossegue ele, já que se esperava um projeto "realmente popular", uma cooperação em favor do desenvolvimento social e popular, e não "em prol do projeto burguês de exploração da mão-de-obra e a mando das multinacionais".

Perguntas respondidas: Voce eh contra ou a favor da ocupacao militar brasileira no Haiti?

Thursday, March 08, 2007, 10:30:26 PM

08.03.07 - HAITI Tirem as tropas do Haiti Elaine Tavares * Adital - O povo haitiano se mostra mais sábio do que o brasileiro. Tanto que nas paredes do bairro mais populoso da capital do país, uma pichação dá conta desta verdade. "Viva Adriano, abaixo Ribeiro". E o que isso significa? Que os laços amorosos que unem os dois povos, a ponto de fazer com que os haitianos amem de paixão a seleção de futebol brasileira (daí a menção a Adriano), não se desfazem apesar da ação vil das tropas brasileiras de ocupação (daí o abaixo Ribeiro - que é o militar que coordena as tropas). Os haitianos sabem que o acordo que levou os soldados para o seu país é um acordo entre as elites, entre os governos, não entre os povos. Por isso pedem que as gentes daqui se mobilizem. "Basta de silêncio. O povo brasileiro precisa entender que o Haiti precisa de outro tipo de ajuda. A luta efetiva contra o mesmo inimigo: o capitalismo". Este foi o apelo do sindicalista, professor da Universidad de Haiti, Didier Dominique, durante a conversa que teve com estudantes e militantes sociais, na Universidade Federal de Santa Catarina, a convite do Jubileu Sul e do Instituto de Estudos Latino-Americanos. Para Didier, a situação mundial, com uma ofensiva imperialista jamais vista, é inaceitável. "O presidente Bush diz claramente que está arrumando o mundo para a eternidade. E isso significa intervenção econômica nos países, destruição cultural, guerra genocida, destruição dos recursos naturais, egoísmo, terror. Ele propõe uma humanidade odiosa, feia, baseada em mentiras. Não podemos aceitar". O Haiti está dentro deste contexto de mentiras e destruição e, segundo o professor, as gentes estão alienadas, embarcando na idéia do pacifismo, da salvação da democracia e da ajuda. "Nós não queremos ajuda, não essa ajuda que está lá oprimindo, queremos a luta contra aqueles que querem roubar nossas terras, nossas riquezas e provocam migrações em massa. Queremos denunciar essa mentira do pacifismo num tempo em que era preciso haver uns cem Vietnãs, como dizia El Che, porque estamos sendo destruídos e o mundo está calado". Um pouco de história Didier alertou que para saber o papel que estão jogando as tropas brasileiras no Haiti é preciso primeiro entender a

lógica do projeto que está proposto para o país e um pouco da sua história. O Haiti tem uma longa tradição de luta popular. Foi o primeiro país de Abya Yala a garantir, na luta, a sua independência. O único no mundo onde os escravos foram os protagonistas, e não os criollos, como no restante dos países. Foi lá, naquelas terras, que Francisco de Miranda e Simón Bolívar buscaram abrigo e conhecimento, que os levou à luta pela libertação da Pátria Grande. Mas esta ousadia teve um preço: 150 milhões de francos/ouro, a primeira dívida externa que saqueou o país, impedindo a construção de uma alternativa econômica para seu povo. Desde aqueles dias de independência colonial, mas não financeira, o Haiti se manteve na linha da pobreza, com uma classe dominante bastante débil. Por conta deste permanente estado de tensão, o Haiti ficou vulnerável a lutas internas também consideráveis entre negros e mestiços. Viveu ainda décadas de ditadura do pai e do filho Duvallier, governos ferozes, predadores, mortais. E, quando conseguiu sair da longa estrada da opressão elegendo um presidente, Bertrand Aristide, se deparou com a corrupção, o roubo de suas riquezas e a companhia nefasta do império, os Estados Unidos. Desde os anos 80, no governo Regan, foi organizado um plano para os países do Caribe. Criaram-se fábricas, parques industriais e zonas francas. Tudo isso com a promessa do desenvolvimento. Mas, como sempre, o plano só é bom para os EUA. Assim, o Haiti começou de fato a produzir coisas, mas nada do que faziam era ou é vendido no país. O povo não tem dinheiro para comprar. No acordo firmado, a grande vantagem que o governo haitiano oferecia às empresas era a mão de obra barata de sua gente. Ou seja, entregou o povo aos tubarões. A jogada é manter o salário miserável para que as empresas fiquem no país. Assim, ganhando 1,65 dólar ao dia, um haitiano ainda tem sob sua cabeça a ameaça constante: se brigar contra isso, as empresas vão embora. Então, entre nada e o dólar miserável, ele tem de preferir o dólar. A política de zona franca no Caribe torna a região um espaço surreal. Hoje já são 56 zonas livres de impostos. Coisa para turista. A burguesia existente é a que mexe com esse setor. A lógica da ALCA é a que manda. Aos trabalhadores resta a fome e a opressão. Didier conta que os trabalhadores das zonas francas passam o dia todo sem comer, porque não têm condições de ir para casa e muito menos comida para levar. Quando muito, fazem uma refeição por dia, e rala. A repressão aos sindicatos é coisa normal. Estar vinculado a uma organização de classe é quase como pedir demissão. "Há pouco tempo criamos um sindicato para os trabalhadores da Coca, da Pepsi e de um outro refrigerante nacional. Todos os sindicalizados foram demitidos". Diz o professor que existe uma lei no Haiti que protege o sindicalizado. Ninguém pode ser demitido por pertencer a um sindicato. Mas os patrões alegam que as demissões são por outros motivos e fica tudo por isso mesmo. "Trabalhar nas fábricas maquiladoras é um inferno, mas quem fica de fora sequer consegue ganhar um dólar. Essa é a lógica de dominação". Destruir para dominar Didier conta que durante o governo Carter um golpe profundo foi dado na gente do país, coisa que desestruturou completamente as famílias. Lá, ter um porco é como ter uma poupança. Se um homem casa uma filha, mata-se um porco, se alguém morre é o porco que garante o recurso para o enterro. Na dificuldade é o porco que salva o sujeito. Está na cultura do haitiano ter um porco em casa. Pois em 1982, a economia local foi arrasada com a declaração - feita pelo governo estadunidense - de que os porcos do Haiti estavam infectados com a febre africana. Houve uma matança e não ficou um porco em pé. Isso foi como o prenúncio de toda essa tragédia que o povo vivencia hoje. Sem sua riqueza mais visceral, o haitiano migrou. Saiu do campo e foi engrossar o cordão de miséria nas cidades maiores. Nesta época, Porto Príncipe, a capital, aumentou em quatro vezes sua população. Foi quando os bairros miseráveis principiaram sua existência. Outro golpe que levou os camponeses para a cidade foi o fim das lavouras de cana. Foi no momento em que o povo estava completamente envolvido com as lutas que levaram ao fim da ditadura de Duvallier. Aproveitando que as gentes estavam ocupadas com o fim de um regime de terror, empresários estadunidenses começaram a comprar os engenhos de açúcar. Naqueles dias, o Haiti era exportador desse produto. Com a compra dos engenhos, as lavouras foram incendiadas, tudo foi destruído. Hoje, o país importa 100% do açúcar que consome. Além disso, com

a chegada da Rice Corporation - outra empresa dos Estados Unidos, também foi destruído o plantio do arroz. A empresa vendia arroz muito mais barato do que o dos produtores locais, que quebraram todos. Logo em seguida, com o mercado na mão, a RC deu o preço que quis. Estes dois golpes arrasaram a vida camponesa e criaram o exército de reserva que as empresas maquiladoras precisavam para garantir salários miseráveis e lucros astronômicos. Foi o tempo da chegada do FMI, do Banco Mundial e de uma outra dívida externa estratosférica. A desorganização social chegou a índices gigantescos. Sem terra, sem trabalho e sem porcos, os haitianos do campo não tiveram outro caminho a não ser a favela na cidade grande. Cité Soleil, onde a mídia cortesã diz que estão os bandidos, os terroristas, nada mais é do que um desses bairros formados pela gente que - de forma criminosa - foi expulsa do seu viver. A crise atual Com a vida no campo destruída, a cidade não é opção. Os bairros populosos e empobrecidos abrigam uma massa de desempregados ou subempregados que lutam para sobreviver. E é neles que se dá a maior repressão. O novo presidente, eleito a partir de algumas expectativas de mudança, não está cumprindo o que prometeu. Didier conta que entre os 30 candidatos que apareceram nas eleições presidenciais, certamente Preval (o atual presidente) era o menos pior. "Nós poderíamos até trabalhar a idéia do voto nulo, pois ninguém significava mudanças objetivas. Mas, diante, do caos, o povo precisou ter um filete de esperança. O processo eleitoral burguês é contraditório, mas, naquele momento era tudo o que tínhamos. Entendemos que a democracia burguesa é uma mentira, mas temos de acumular forças para romper com isso". Na análise do sindicalista haitiano, Preval segue o mesmo diapasão dos antigos dirigentes. Até firmou acordo com as forças armadas dominicanas para proteger os bens da burguesia caso a situação fique fora do controle. "Ele disse que iria transformar os tanques em caminhões e até agora nada disso aconteceu. Enquanto isso, nossa gente está morrendo. Nós, os movimentos sociais, é que estamos fazendo o contrapeso. A velha esquerda faliu, se organiza desde cima, não tem mais representatividade". As "forças de paz", que o Brasil dirige, servem então de anteparo para os desmandos de uma classe dirigente insensível e para o domínio das transnacionais. "Vivemos sob a ocupação militar, momentos de terror. Massacres, matanças de civis. Sempre são civis. Mulheres, crianças, velhos. Mas, nossas mulheres seguem parindo, tirando de dentro delas a força que vai mudar" Essa é a conjuntura e esse é o povo que sofre, todos os dias, a pressão dos fuzis brasileiros. "É importante que o povo do Brasil saiba que as tropas estão lá para manter essa ordem. A da miséria dos haitianos, da fome. Porque esse é o interesse das transnacionais. A primeira regra é manter as zonas francas - estão até construindo outras. E a segunda é manter os trabalhadores assim, como escravos. É a tal da vantagem que os governantes dizem que o país tem: mão de obra barata". Didier Dominique fez questão de frisar que os países que estão praticando esse tipo de "ajuda", com tropas e apoio ao projeto estadunidense, são governos que se elegeram a partir das esperanças do povo, como o de Lula. E isso é uma contradição, porque o povo brasileiro certamente não iria querer que seu país cumprisse esse papel. É um acordo entre governos e entre as elites. "É bom que as pessoas pensem porque não estão lá a Venezuela, o Equador, Cuba? Esses países não mandam tropas. Eles mandam médicos, engenheiros, agrônomos, pessoas que buscam construir um outro projeto. Que são solidários na busca de um outro modelo de vida". Ao observar isso, o sindicalista coloca luz sobre as forças sociais que estão em jogo hoje na América Latina. De um lado a idéia do socialismo, de outro o projeto predador das multinacionais, dos Estados Unidos e dos seus governos satélites. Os planos em médio prazo Didier frisou que as forças armadas que hoje matam e aterrorizam os haitianos são as mesmas que matam no Rio de Janeiro. "É a mesma estrutura que se mantém, mesmo com as trocas de governo, e às vezes é até a mesma gente dos tempos sombrios. E o que é pior, sempre articuladas com as forças estadunidenses". Para ele existe um laço de amor entre o povo do Haiti com o Brasil que não pode se quebrar. "Quando o Brasil ganha a copa do mundo, tem festa por dias seguidos no Haiti. Os jogadores são amados como irmãos. Tem a música, tem a cultura, tudo nos aproxima. Por isso queremos o povo brasileiro gritando contra essa ocupação. Há

que resolver logo tudo isso porque pode ser fatal para a América Latina. "A proposta dos Estados Unidos é fazer duas bases militares no Haiti. Uma de frente para Cuba e outra de frente para Venezuela. Estes são os inimigos dos EUA e é dali que pode partir uma contra-ofensiva contra os governos que estão propondo a mudança de sistema. Seguir com a ocupação militar é defender o projeto do capitalismo transnacional, é defender a miséria do povo haitiano e de todo o continente. É apostar no fim da possibilidade de uma mudança para os povos da América Latina". Compreendendo todas as forças que estão em jogo fica muito mais fácil para as gentes do Brasil darem mais visibilidade a campanha de retirada de tropas do Haiti. Até porque isso só não basta. É preciso organizar a solidariedade concreta e a luta contra o inimigo comum. Os haitianos não querem ver os brasileiros reforçando a opressão. Querem seus irmãos de alma na mesma trincheira. Em defesa da soberania e da dignidade de toda a gente de Abya Yala. * Jornalista

06/03/2007 - 20:31

Haitianos vêm ao Brasil pedir fim da ocupação - TÁSSIA NOVAES

"As tropas são incapazes de dar uma solução"

VITOR PAMPLONA

Na semana em que o presidente brasileiro Luís Inácio Lula da Silva recebe o colega norte-americano George W. Bush para firmar uma parceria no campo energético, militantes haitianos dos direitos humanos fazem uma peregrinação pelas principais cidades brasileiras contra a política da Casa Branca e do Palácio do Planalto em relação ao Haiti. Desde 2004, o país caribenho é ocupado por tropas da ONU (Organização das Nações Unidas) comandadas pelo Brasil com apoio dos Estados Unidos.

Integrantes de movimentos sociais como o "Batay Ouvriye" (Batalha Operária, no crioulo haitiano) e professores da Universidade do Haiti, a antropóloga Rachel Beauvoir Dominique e seu marido arquiteto, Didier Dominique, se dividiram para percorrer 11 capitais na tentativa de sensibilizar a opinião pública brasileira para o caos social no país.

Eles divulgam desde a última sexta-feira o relatório "Haiti: soberania e dignidade", um documento de 112 páginas com informações compiladas pela Missão Internacional de Investigação e Solidariedade com o Haiti, grupo que articula ativistas como o argentino Adolfo Pérez Esquivel, Prêmio Nobel da Paz em 1980, e sua compatriota Nora Cortiñas, co-fundadora do movimento das mães da Plaza de Mayo. Nesta terça-feira, Beauvoir esteve em Salvador, onde participou de um debate organizado pela Cese (Coordenadoria Ecumênica de Serviço), entidade ligada a igrejas que financiou a publicação do relatório no Brasil.

Enviadas ao Haiti sob a justificativa de conter a tensão social que se alastrara depois da deposição do padre esquerdista Jean-Bertrand Aristide da Presidência em 2004, as tropas da ONU foram vistas na época como necessárias ao restabelecimento da ordem. Mas Rachel Beauvoir recrimina a presença dos soldados e aponta a missão de paz como um entrave à reconstrução do país. "As tropas são incapazes de dar uma solução para a crise. Elas defendem interesses imperialistas e impõem o terror nos bairros populares, onde balas perdidas matam crianças pequenas", acusa.

Beauvoir aponta ainda falhas na política de desarmamento implementada pelas forças da ONU. O relatório da missão internacional, que levantou dados sobre os primeiros 18 meses de atuação dos "capacetes azuis", traz números decepcionantes: em um ano e meio, apenas 265 armas foram confiscadas junto à população. Outras 200 mil, estima a própria ONU, estão em mãos de civis, organizações paramilitares e gangues de criminosos. "A violência está maior agora. As tropas fazem vistas grossas diante da atuação das gangues nos bairros populares. Não há segurança nem perspectiva



de segurança”, diz a ativista.

A presença de militares de forças humanitárias no Haiti já sofreu duras críticas de movimentos sociais e organizações de direitos humanos na América Latina. Embora lideradas pelo Brasil, que possui um contingente de 1.200 homens entre os cerca de sete mil que compõem a missão, Argentina, Bolívia, Chile, Paraguai, Peru e Uruguai, para citar apenas países sul-americanos, também colaboram com efetivos.

Nos Estados Unidos, que comandaram em 1994 a invasão do Haiti por tropas da ONU para acabar com a crise política detonada pelo golpe militar que depôs Aristide após sua primeira eleição, a atuação dos militares chegou a ser associada a massacres como o que teria matado 63 pessoas e ferido outras 30 na Cité Soleil, principal favela da capital Porto Príncipe, nos primeiros meses da ocupação. Só em fevereiro deste ano os “capacetes azuis” ocuparam o bairro, apontado como o mais violento do Haiti.

Militares do 19º Batalhão de Caçadores do Exército, no bairro do Cabula, em Salvador, fizeram parte das forças da ONU e retornaram ao Brasil no final de 2006. Apesar de negar a convivência das tropas com as gangues, o capitão Vando Azevedo, que integrou a missão baiana, reconheceu a gravidade da situação. “Não havia condições mínimas de atendimento à população. Muitas vezes, oficiais do Exército eram obrigados a trocar suas obrigações militares por atividades humanitárias, como cuidados médicos”.

Sem rótulos

Depois de quase duas décadas de ditadura e absoluta instabilidade política, Rachel Beauvoir reconhece: não há solução à vista para o flagelo haitiano. “A situação política é complexa. Existe uma luta muito intensa entre diversos setores da sociedade e não há ninguém com capacidade de representação popular”. O presidente René Preval, um esquerdista ex-ministro de Aristide eleito ano passado, diz ela, entregou o país na mão das forças estrangeiras. “E elas têm defendido os interesses de quem, de que classe?”, indaga, sugerindo grupos financeiros internacionais como resposta.

Com a economia do país devastada, cujo crescimento de 2,5% foi o menor da América Latina ano passado - o Brasil ficou na segunda pior posição, com 2,9% -, os movimentos sociais haitianos tentam criar alternativas para escapar da pobreza extrema. Beauvoir cita a criação de escolas autônomas, que procuram diminuir a taxa de 45% de analfabetos na população, e projetos de irrigação, inviabilizados por interferência “das tropas a serviço do imperialismo”.

O discurso esquerdista clássico, que pode sugerir a intenção de instalar um regime de inspiração socialista no país, contudo, é intempestivamente rechaçado: “É um movimento popular, mas não se atém a rótulos. Na Inglaterra, Tony Blair e o Partido Trabalhista são a esquerda”, desdenha.

Em busca de apoio para a causa da desocupação do Haiti, Rachel Beauvoir estará em São Paulo na quinta-feira, 8, data da chegada do presidente Bush ao Brasil. Ela deve participar da manifestação, organizada por partidos à esquerda do governo Lula, sindicatos e entidades estudantis, para gritar “Fora Bush” e pedir mudanças na política externa brasileira, entre elas a suspensão da participação na missão da ONU no Haiti.

Antes, nesta quarta-feira, em Brasília, Beauvoir se encontra com a ministra Matilde Ribeiro, da Secretaria Especial de Políticas de Promoção da Igualdade Racial da Presidência da República, o embaixador Samuel Pinheiro Guimarães, secretário-geral do Itamaraty, e parlamentares da comissão de Relações Exteriores do Senado, presidida pelo senador Heráclito Fortes (PFL-PI).

Resta saber se os integrantes do governo Lula irão tomar partido da luta pela autonomia haitiana diante do presidente, que já demonstrou ser favorável à manutenção das tropas. No Itamaraty, constantemente acusado de usar o comando da missão como moeda de troca para uma possível vaga permanente no Conselho de Segurança da ONU, já se admite a permanência do Brasil no Haiti até 2011.



TIREM AS TROPAS DO HAITI

O Haiti tem uma longa tradição de luta popular. Foi o primeiro país de Abya Yala a garantir, na luta, a sua independência. O único no mundo onde os escravos foram os protagonistas, e não os criollos, como no restante dos países. Foi lá, naquelas terras, que Francisco de Miranda e Simón Bolívar buscaram abrigo e conhecimento, que os levou à luta pela libertação da Pátria Grande. Mas esta ousadia teve um preço: 150 milhões de francos/ouro, a primeira dívida externa que saqueou o país, impedindo a construção de uma alternativa económica para seu povo. Desde aqueles dias de independência colonial, mas não financeira, o Haiti se manteve na linha da pobreza, com uma classe dominante bastante débil

O povo haitiano se mostra mais sábio do que o brasileiro. Tanto que nas paredes do bairro mais populoso da capital do país, uma pichação dá conta desta verdade. “Viva Adriano, abaixo Ribeiro”. E o que isso significa? Que os laços amorosos que unem os dois povos, a ponto de fazer com que os haitianos amem de paixão a selecção de futebol brasileira (daí a menção a Adriano), não se desfazem apesar da acção vil das tropas brasileiras de ocupação (daí o abaixo Ribeiro – que é o militar que coordena as tropas). Os haitianos sabem que o acordo que levou os soldados para o seu país é um acordo entre as elites, entre os governos, não entre os povos. Por isso pedem que as gentes daqui se mobilizem. “Basta de silêncio. O povo brasileiro precisa entender que o Haiti precisa de outro tipo de ajuda. A luta efectiva contra o mesmo inimigo: o capitalismo”. Este foi o apelo do sindicalista, professor da Universidad de Haiti, Didier Dominique, durante a conversa que teve com estudantes e militantes sociais, na Universidade Federal de Santa Catarina, a convite do Jubileu Sul e do Instituto de Estudos Latino-Americanos.

Para Didier, a situação mundial, com uma ofensiva imperialista jamais vista, é inaceitável. “O presidente Bush diz claramente que está arrumando o mundo para a eternidade. E isso significa intervenção económica nos países, destruição cultural, guerra genocida, destruição dos recursos naturais, egoísmo, terror. Ele propõe uma humanidade odiosa, feia, baseada em mentiras. Não podemos aceitar”. O Haiti está dentro deste contexto de mentiras e destruição e, segundo o professor, as gentes estão alienadas, embarcando na ideia do pacifismo, da salvação da democracia e da ajuda. “Nós não queremos ajuda, não essa ajuda que está lá oprimindo, queremos a luta contra aqueles que querem roubar nossas terras, nossas riquezas e provocam migrações em massa. Queremos denunciar essa mentira do pacifismo num tempo em que era preciso haver uns cem Vietnames, como dizia El Che, porque estamos sendo destruídos e o mundo está calado”.

UM POUCO DE HISTÓRIA

Didier alertou que para saber o papel que estão jogando as tropas brasileiras no Haiti é preciso primeiro entender a lógica do projecto que está proposto para o país e um pouco da sua história. O Haiti tem uma longa tradição de luta popular. Foi o primeiro país de Abya Yala a garantir, na luta, a sua independência. O único no mundo onde os escravos foram os protagonistas, e não os criollos, como no restante dos países. Foi lá, naquelas terras, que Francisco de Miranda e Simón Bolívar buscaram abrigo e conhecimento, que os levou à luta pela libertação da Pátria Grande. Mas esta ousadia teve um preço: 150 milhões de francos/ouro, a primeira dívida externa que saqueou o país, impedindo a construção de uma alternativa económica para seu povo. Desde aqueles dias de independência colonial, mas não financeira, o Haiti se manteve na linha da pobreza, com uma classe dominante bastante débil.

Por conta deste permanente estado de tensão, o Haiti ficou vulnerável a lutas internas também consideráveis entre negros e mestiços. Viveu ainda décadas de ditadura do pai e do filho Duvallier, governos ferozes, predadores, mortais. E, quando conseguiu sair da longa estrada da opressão elegendo um presidente, Bertrand Aristide, se deparou com a corrupção, o roubo de suas riquezas e a companhia nefasta do império, os Estados Unidos.

Desde os anos 80, no governo Reagan, foi organizado um plano para os países do Caribe. Criaram-se fábricas, parques industriais e zonas francas. Tudo isso com a promessa do desenvolvimento. Mas, como sempre, o plano só é bom para os EUA. Assim, o Haiti começou de facto a produzir coisas, mas nada do que faziam era ou é vendido no país. O povo não tem dinheiro para comprar. No acordo firmado, a grande vantagem que o governo haitiano oferecia às empresas era a mão de obra barata de

sua gente. Ou seja, entregou o povo aos tubarões. A jogada é manter o salário miserável para que as empresas fiquem no país. Assim, ganhando 1,65 dólar ao dia, um haitiano ainda tem sob sua cabeça a ameaça constante: se brigar contra isso, as empresas vão embora. Então, entre nada e o dólar miserável, ele tem de preferir o dólar.

A política de zona franca no Caribe torna a região um espaço surreal. Hoje já são 56 zonas livres de impostos. Coisa para turista. A burguesia existente é a que mexe com esse sector. A lógica da ALCA é a que manda. Aos trabalhadores resta a fome e a opressão. Didier conta que os trabalhadores das zonas francas passam o dia todo sem comer, porque não têm condições de ir para casa e muito menos comida para levar. Quando muito, fazem uma refeição por dia, e rala. A repressão aos sindicatos é coisa normal. Estar vinculado a uma organização de classe é quase como pedir demissão. “Há pouco tempo criámos um sindicato para os trabalhadores da Coca, da Pepsi e de um outro refrigerante nacional. Todos os sindicalizados foram demitidos”.

Diz o professor que existe uma lei no Haiti que protege o sindicalizado. Ninguém pode ser demitido por pertencer a um sindicato. Mas os patrões alegam que as demissões são por outros motivos e fica tudo por isso mesmo. “Trabalhar nas fábricas maquiladoras é um inferno, mas quem fica de fora sequer consegue ganhar um dólar. Essa é a lógica de dominação”.

DESTRUIR PARA DOMINAR

Didier conta que durante o governo Carter um golpe profundo foi dado na gente do país, coisa que desestruturou completamente as famílias. Lá, ter um porco é como ter uma poupança. Se um homem casa uma filha, mata-se um porco, se alguém morre é o porco que garante o recurso para o enterro. Na dificuldade é o porco que salva o sujeito. Está na cultura do haitiano ter um porco em casa. Pois em 1982, a economia local foi arrasada com a declaração – feita pelo governo estadunidense - de que os porcos do Haiti estavam infectados com a febre africana. Houve uma matança e não ficou um porco em pé. Isso foi como o prenúncio de toda essa tragédia que o povo vivencia hoje. Sem sua riqueza mais visceral, o haitiano migrou. Saiu do campo e foi engrossar o cordão de miséria nas cidades maiores. Nesta época, Porto Príncipe, a capital, aumentou em quatro vezes sua população. Foi quando os bairros miseráveis principiaram sua existência.

Outro golpe que levou os camponeses para a cidade foi o fim das lavouras de cana. Foi no momento em que o povo estava completamente envolvido com as lutas que levaram ao fim da ditadura de Duvalier. Aproveitando que as gentes estavam ocupadas com o fim de um regime de terror, empresários estadunidenses começaram a comprar os engenhos de açúcar. Naqueles dias, o Haiti era exportador desse produto. Com a compra dos engenhos, as lavouras foram incendiadas, tudo foi destruído. Hoje, o país importa 100% do açúcar que consome. Além disso, com a chegada da Rice Corporation – outra empresa dos Estados Unidos, também foi destruído o plantio do arroz. A empresa vendia arroz muito mais barato do que o dos produtores locais, que quebraram todos. Logo em seguida, com o mercado na mão, a RC deu o preço que quis.

Estes dois golpes arrasaram a vida camponesa e criaram o exército de reserva que as empresas maquiladoras precisavam para garantir salários miseráveis e lucros astronômicos. Foi o tempo da chegada do FMI, do Banco Mundial e de uma outra dívida externa estratosférica. A desorganização social chegou a índices gigantescos. Sem terra, sem trabalho e sem porcos, os haitianos do campo não tiveram outro caminho a não ser a favela na cidade grande. Cité Soleil, onde a mídia cortesã diz que estão os bandidos, os terroristas, nada mais é do que um desses bairros formados pela gente que – de forma criminosa – foi expulsa do seu viver.

A CRISE ACTUAL

Com a vida no campo destruída, a cidade não é opção. Os bairros populosos e empobrecidos abrigam uma massa de desempregados ou subempregados que lutam para sobreviver. E é neles que se dá a maior repressão. O novo presidente, eleito a partir de algumas expectativas de mudança, não está cumprindo o que prometeu. Didier conta que entre os 30 candidatos que apareceram nas eleições presidenciais, certamente Preval (o actual presidente) era o menos pior. “Nós poderíamos até trabalhar a ideia do voto nulo, pois ninguém significava mudanças objectivas. Mas diante do caos, o povo precisou ter um filete de esperança. O processo eleitoral burguês é contraditório, mas, naquele momento era tudo o que tínhamos. Entendemos que a democracia burguesa é uma mentira, mas temos de acumular forças para romper com isso”.

Na análise do sindicalista haitiano, Preval segue o mesmo diapasão dos antigos dirigentes. Até firmou acordo com as forças armadas dominicanas para proteger os bens da burguesia caso a situação fique fora do controlo. “Ele disse que iria transformar os tanques em camiões e até agora nada disso aconteceu. Enquanto isso, nossa gente está morrendo. Nós, os movimentos sociais, é que estamos fazendo o contrapeso. A velha esquerda falhou, se organiza desde cima, não tem mais representatividade”. As “forças de paz”, que o Brasil dirige, servem então de anteparo para os desmandos de uma classe dirigente insensível e para o domínio das transnacionais. “Vivemos sob a ocupação militar, momentos de terror. Massacres, matanças de civis. Sempre são civis. Mulheres, crianças, velhos. Mas, nossas mulheres seguem parindo, tirando de dentro delas a força que vai mudar”

Essa é a conjuntura e esse é o povo que sofre, todos os dias, a pressão dos fuzis brasileiros. “É importante que o povo do Brasil saiba que as tropas estão lá para manter essa ordem. A da miséria dos haitianos, da fome. Porque esse é o interesse das

transnacionais. A primeira regra é manter as zonas francas – estão até construindo outras. E a segunda é manter os trabalhadores assim, como escravos. É a tal da vantagem que os governantes dizem que o país tem: mão de obra barata”. Didier Dominique fez que questão de frisar que os países que estão praticando esse tipo de “ajuda”, com tropas e apoio ao projecto estadunidense, são governos que se elegeram a partir das esperanças do povo, como o de Lula. E isso é uma contradição, porque o povo brasileiro certamente não iria querer que seu país cumprisse esse papel. É um acordo entre governos e entre as elites. “É bom que as pessoas pensem porque não estão lá a Venezuela, o Equador, Cuba? Esses países não mandam tropas. Eles mandam médicos, engenheiros, agrónomos, pessoas que buscam construir um outro projecto. Que são solidários na busca de um outro modelo de vida”. Ao observar isso, o sindicalista coloca luz sobre as forças sociais que estão em jogo hoje na América Latina. De um lado a ideia do socialismo, de outro o projecto predador das multinacionais, dos Estados Unidos e dos seus governos satélites.

OS PLANOS EM MÉDIO PRAZO

Didier frisou que as forças armadas que hoje matam e aterrorizam os haitianos são as mesmas que matam no Rio de Janeiro. “É a mesma estrutura que se mantém, mesmo com as trocas de governo, e às vezes é até a mesma gente dos tempos sombrios. E o que é pior, sempre articuladas com as forças estadunidenses”. Para ele existe um laço de amor entre o povo do Haiti com o Brasil que não pode se quebrar. “Quando o Brasil ganha a copa do mundo, tem festa por dias seguidos no Haiti. Os jogadores são amados como irmãos. Tem a música, tem a cultura, tudo nos aproxima. Por isso queremos o povo brasileiro gritando contra essa ocupação. Há que resolver logo tudo isso porque pode ser fatal para a América Latina. “A proposta dos Estados Unidos é fazer duas bases militares no Haiti. Uma de frente para Cuba e outra de frente para Venezuela. Estes são os inimigos dos EUA e é dali que pode partir uma contra-ofensiva contra os governos que estão propondo a mudança de sistema. Seguir com a ocupação militar é defender o projecto do capitalismo transnacional, é defender a miséria do povo haitiano e de todo o continente. É apostar no fim da possibilidade de uma mudança para os povos da América Latina”.

Compreendendo todas as forças que estão em jogo fica muito mais fácil para as gentes do Brasil darem mais visibilidade à campanha de retirada das tropas do Haiti. Até porque isso só não basta. É preciso organizar a solidariedade concreta e a luta contra o inimigo comum. Os haitianos não querem ver os brasileiros reforçando a opressão. Querem seus irmãos de alma na mesma trincheira. Em defesa da soberania e da dignidade de toda a gente de Abya Yala.

Elaine Tavares, eteiaufsc@yahoo.com.br

Diário do Nordeste », Fortaleza, Ceará, 3/05/07

Antropóloga quer saída das forças militares

○ Rachel Beauvoir divulga campanha de solidariedade internacional e defende o não pagamento da dívida

MICHELLE ALMEIDA / Repórter

A ocupação militar pela França — ou a França das Nações Unidas para a Estabilização do Haiti, coordenada pelo Brasil — não está conseguindo promover a paz naquele país. É o que garante a antropóloga e professora universitária, Rachel Beauvoir Dominique, para quem as forças militares — ou de paz, como classificam alguns — impedem a povo haitiano de “andar com suas próprias pernas”.

Segundo Rachel Beauvoir, há 20 anos seus conterrâneos lutam contra um governo ditatorial, contra o imperialismo e a miséria extrema. “No Haiti, temos problemas terríveis de esterilidade, saúde, educação e desemprego”, disse, lembrando que cerca de 70% da população não tem trabalho.

Desde 2004, forças militares francesas deslocadas para o Haiti — desses 7.400 homens a maioria é composta por brasileiros —, com a missão de reduzir também a violência.

A antropóloga afirma que as forças militares, entretanto, só interferem em hábitats pobres. E



○ RETIRADA: Rachel Beauvoir diz que as forças militares francesas não têm missão de pacificar o Haiti (Foto: Téo Viana)

não raramente nos ataques dirigidos à população menos favorecida — sob a alegação de livrar tumultos, brigas de gangues ou a ação dos traficantes —, há as perdas humanas inocentes, inclusive crianças, de quatro ou cinco anos. “As pessoas hoje, às vezes, não podem sair a pé nas ruas para pegar água ou ir à escola”, comenta.

Essas forças militares, afirma, estão sempre do lado dos mais favorecidos. Recorda que a Organização das Nações Unidas (ONU) está sob o controle dos Estados Unidos, que há anos explora economicamente o Haiti. “As estratégias de ex-

ploração incluem o uso de mão-de-obra barata haitiana e a criação de mercado para exportação de produtos americanos”, informa.

Rachel Beauvoir diz que o povo do Haiti sabe que não existem salvadores da pátria, mas está descrente de que a ocupação militar venha a pacificar o país. “O Brasil fracassou nessa missão”, cre. Quando interrogada se a permanência dos homens brasileiros no Haiti seria uma estratégia do governo para conseguir a almejada vaga no Conselho Segurança da ONU, a antropóloga respondeu: “É possível, coordena-

ção de tropas militares sem dúvida traz perigo ao Brasil”.

E quanto ao momento político atual do Haiti? É de esperança, responde. No ano passado, foi eleito presidente do Haiti Henri Prévail, que para ela “representa do laço com a burguesia, mostra sensibilidade para as causas sociais”.

A antropóloga e o arquibispo Didier Dominique estão desde ontem visitando o Brasil para divulgar a campanha de solidariedade com o Haiti. Eles estão em 11 cidades brasileiras com o objetivo, também, de conscientizar a população para a necessidade da retirada das tropas estrangeiras de seu país. Defendem, ainda, o não pagamento da dívida externa e o fim do saque financeiro.

A luta do povo haitiano, explica a antropóloga, é para que os governos construam uma aliança de políticas novas, a serviço da justiça, dos direitos humanos, da autodeterminação, e da soberania como base para a paz.

A programação da viagem prevê a ida de Rachel Beauvoir ao Recife, João Pessoa, Natal, Salvador, Brasília e São Paulo. Já Didier Dominique visitará Porto Alegre, Florianópolis, Curitiba e Rio de Janeiro. ■

○ Comentário
eteliaufsc@yahoo.com.br



○ PROTESTO: os professores não estão aceitando o remanejamento, sem aviso prévio da Sedes (Foto: André Lobo)

Remanejamento desagradou docentes

○ Revolta e indignação foram os ingredientes da manifestação de professores ocorrida ontem, na sede da Sedes

A Secretaria de Educação e Assistência Social (Sedes), foi palco ontem de uma manifestação organizada por professores da rede municipal de ensino. Frente as reivindicações contra o fato dos professores serem sendo lotados em novas escolas de capital sem nenhum tipo de aviso prévio.

Outro problema que, segundo eles, está acontecendo, é que com a lotação, salas de leitura, bibliotecas e laboratórios de informática estão sendo desativados. “Não sei como ficará a situação daqui para frente. Quem realizará o trabalho junto aos alunos?”, indaga a professora Cinara Duarte.

Conforme relato dos docen-

tes, por conta da desativação desses locais, algumas crianças da cidade estão se matriculando e organizando abastecimento, que serão levados às autoridades educacionais competentes. “A população sempre reconheceu a importância dos seus ambientes”, avalia a professora Antônia Valdeoliva.

De acordo com o departamento de comunicação da Sedes, o remanejamento é necessário, pois a sala de aula é prioritária. Conforme as informações do setor, se existissem uma escola com assistência de profissional em sala de aula, seriam remanejados os alunos em espaços educacionais. Ainda de acordo com a secretaria, não existe possibilidade de que os seus locais sejam fechados. “Nós não fechamos escolas, mas se por desgracia isso acontecer, jamais, nos saltar a assinatura de imprensa”.

O Brasil e o Haiti



Enquanto segue a matança no Iraque, no Haiti a Força Multinacional de Paz comandada pelo Brasil, chamada de MINUSTAH, Missão das Nações Unidas para a Estabilização do Haiti sigla derivada do Francês: Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haiti, é acusada de crimes contra a população civil. Na véspera do natal de 2006, dia 22 de dezembro, em uma operação sob alegação de combate à quadrilhas de criminosos em Cité Soleil, maior bairro e um dos mais pobres da capital do Haiti, Porto Príncipe, onze jovens foram mortos e segundo denúncias de moradores e grupos de direitos humanos, eles não tinham ligação nenhuma com quadrilhas.

Dois meses após essa operação, segue o toque de recolher e as patrulhas de vias e ruas da capital haitiana. Mercio Lubin, morador do distrito de Boston, em Cite Soleil, relatou à IPS que uma incursão no início do mês de fevereiro deixou suas duas filhas mortas. " Foi o ruído dos disparos da MINUSTAH o que nos acordou". Eram aproximadamente onze da noite de 1 de fevereiro e a família estava dormindo no chão, isso porque os soldados da ONU haviam aconselhados a todos que fizessem isso. "Então começaram a disparar. Me dei conta que havia sido ferido em um braço, minha mulher nos pés e que minha duas filhas se encontravam banhadas em seu próprio sangue. Contou que foram tiros da MINUSTAH que crivaram sua casa matando as suas duas filhas. IPS inspecionou os cadáveres de Stephanie, 7 anos e Alexandra Lubin 4 anos. Um alto comandante militar da MINUSTAH reconheceu que a força havia efetuado disparos nesse dia.

Moradores também asseguram que os veículos da ONU dispararam com intensidade rua abaixo, onde fica a residência de Lubin. Funcionários da MINUSTAH, cujo contingente é liderado pelo Brasil, admitiram que houve "danos colaterais", mas afirmam que estão ali para combater criminosos a pedido do Governo de René Preval. Um estudo publicado da revista médica The Lancet, estimou que 8.000 pessoas foram assassinadas e 35.000 sofreram violência sexual na área metropolitana de Porto Príncipe durante o governo

interino após o golpe contra Aristide (2004-2006). Na segunda parte do estudo, apresentado em janeiro na conferência da Associação de Saúde Pública em Boston, identificou 57% das vítimas como partidários de Lavalas, e a 30% como pertencentes a Lespwa - Os partidos de Aristide e Préval respectivamente. As denúncias contra a MINUSTAH por abusos e assassinatos se sucedem, o Haiti é o mais pobre dos países do continente americano, assim como também é o mais infeliz.

De país que se tornou independente pela luta dos negros escravizados que expulsaram os colonos franceses, sofreu diversos golpes e intervenções estadunidenses. Triste também é o papel do Brasil, lidera um força de ocupação num país pobre e miserável, servindo assim aos interesses dos EUA e França, oprimindo um povo exausto pelos conflitos, pela pobreza e pela exploração que sofre de multinacionais.

Os barracos que servem de moradia em Cité Soleil são frágeis e são perfurados como se fossem de papel pelos projéteis de grosso calibre disparados pela MINUSTAH, dessa forma, atingem a todos indiscriminadamente, crianças, mulheres, trabalhadores, idosos, etc.

Infelizmente as notícias sobre o que acontece no Haiti não são repassadas pela mídia brasileira, que prefere, num tom de ufanismo, elogiar os militares brasileiros que estão nessa "missão de paz". Agora querem prorrogar a permanência dos militares estrangeiros naquele país, como se a força militar fosse resolver os problemas pelos quais passam os haitianos. Desde 1986 esta é a sétima missão da ONU no país.

Em visita ao Brasil Rachel Beauvoir Dominique, antropóloga, pesquisadora e professora da Universidade do Haiti e Didier Dominique, arquiteto, professor da Universidade do Haiti. Os dois são militantes do movimento Batay Ouvriye - do crioulo, "Luta Operária", em entrevista a ADITAL denunciaram a ação das forças da ONU:

" Dizem que têm que tomar as armas das quadrilhas nos bairros populares, que têm que proteger os cidadãos, que estão no Haití para realizar eleições e para fazer uma administração mais limpa, mais clara. Dizem que estão lá para por fim à impunidade e acertar as questões judiciais. Porém, a verdade é que não vemos nada disso. Por exemplo, as armas. Não há um desarmamento realmente, além do que as armas não estão apenas nos bairros populares. Há mais armas entre os bairros dos ricos, nas montanhas, na que chamam de 'elite' do Haití e jamais vimos a Minustah naqueles bairros ricos para desarmar a burguesia. A "proteção dos civis": não é verdade, ao contrario. Têm matado crianças de quatro anos e as crianças dos bairros populares não podem, hoje, ir à escola por causa da insegurança terrível para eles. Também não podem as mulheres ou outros irem buscar água. Há uma insegurança terrível mostram muito claramente o desaparecimento de uma vida humana, é, claramente uma coisa de classe, porque falam mal com os pobres, os matam. Tudo isso é uma situação terrível para os civis dos bairros populares. A questão das eleições. Foi o povo haitiano que se aliou nas ruas para impedir fraude nas eleições presidenciais. E, por fim a impunidade: no Haití é pior que nunca. Com todas as operações, nenhum criminoso ou chefe de quadrilha está preso. Tudo isso é para nós como uma farsa contra o povo haitiano. Estamos aqui para denunciar isso e mostrar que a alternativa é a organização das pessoas, do povo, e a tropa da Minustah não está no Haiti para melhorar a situação, mas para piorar."

Como se vê, qualquer semelhança com o Iraque não é mera coincidência.

de março de 2007

Ativistas do Haiti farão caravana pelo Brasil

O objetivo é ampliar a "campanha em apoio ao Haiti a favor da retirada das tropas estrangeiras, o fim do saque financeiro e a reparação das dívidas históricas, sociais e ecológicas das quais o povo haitiano é o verdadeiro credor"

A haitiana Rachel Beauvoir Dominique (antropóloga, pesquisadora e professora da Universidade federal do Haiti) e o haitiano Didier Dominique (arquiteto, professor da Universidade federal do Haiti) estão no Brasil desde o dia 02 de março. A caravana tem o objetivo de ampliar a "campanha em apoio ao Haiti a favor da retirada das tropas estrangeiras, o fim do saque financeiro e a reparação das dívidas históricas, sociais e ecológicas das quais o povo haitiano é o verdadeiro credor".

Estão confirmadas a passagem da caravana por Fortaleza, Recife, João Pessoa, Natal, Salvador, Brasília, São Paulo, Porto Alegre, Florianópolis, Curitiba e Rio de Janeiro. Além de palestras e debates em diversos locais Rachel Beauvoir e Didier Dominique visitarão assentamentos do MST, Fábricas ocupadas, participarão de audiências públicas e de encontros com o movimentos sociais diversos. A idéia é ampliar a solidariedade e irradiar articulações na luta pela autodeterminação dos povos.

O Haiti, país historicamente marcado por processos de insurreição e golpes autoritários de tomada do poder, encontra-se desde junho de 2004 em estado de invasão militar provisória pelo Conselho de Segurança da ONU. A Missão das Nações Unidas para a Estabilização no Haiti - MINUSTAH, responsável militar da manutenção da invasão, e que tem recebido diversas acusações de violação dos direitos humanos, é comandada pelo General Carlos Alberto dos Santos Cruz, do Exército Brasileiro.

O segundo chefe é o general chileno Eduardo Aldunate, ex-oficial das Fuerzas Especiales de la Central Nacional de Inteligencia (CNI), criada durante o regime de Augusto Pinochet e dissolvida em 1990. Atualmente a Minustah está integrada por um efetivo de 6.800 soldados de 21 países, os quais nove são latino-americanos: Argentina, Bolívia, Brasil, Chile, Equador, Guatemala, Paraguai, Peru e Uruguai.

Fonte: Mídia Independente

Ocupação do Haiti

Sindicalista haitiano visita o Brasil no 8 de Março

05/03/2007

Chega ao Rio de Janeiro, no dia 8 de março próximo, Didier Dominique, sindicalista haitiano do Movimento Batalha Operária que organiza trabalhadores superexplorados das multinacionais instaladas na fronteira com a República Dominicana. Ele participará de uma série de eventos organizados pela Rede Jubileu Sul Américas, como parte da Campanha Internacional de Solidariedade ao Haiti, lançada em 2006.

Essa importante visita acontece no mesmo dia em que George W. Bush vem à São Paulo, e o movimento prepara uma série de protestos unificados para receber o presidente nosrte-americano. O

objetivo da vinda de Dominique é denunciar o papel nefasto que desempenha o Brasil na ocupação do país caribenho. O governo Lula anunciou, recentemente, a disposição em manter as tropas brasileiras no Haiti até 2011, liderando um verdadeiro massacre ao povo daquele país.

O povo haitiano tem resistido aos ataques como a ação coordenada das forças de ocupação, em 24 de janeiro, que deixou dezenas de mortos e feridos. No carnaval, os haitianos foram às ruas em blocos que denunciavam a atividade da Minustah, sigla pela qual é conhecida a missão dos “capacetes azuis” da ONU.

Dentre as atividades no Rio, destaca-se o debate Haiti: a luta dos(as) trabalhadores(as) e o papel do Brasil no comando da ocupação militar, que acontece no Sindicato dos Engenheiros do Rio de Janeiro, no dia 9 de março. Antes, durante a tarde, haverá uma reunião com sindicalistas para debater a situação dos trabalhadores haitianos e elaborar propostas de ações possíveis em solidariedade à luta do Haiti.

A Coordenação Nacional de Lutas (Conlutas) participará das atividades e está convidando ativistas e entidades combativas do movimento a se integrarem à campanha. Confira, abaixo, a programação completa das atividades com Didier Dominique.

Dia 8 de março:

Chegada do sindicalista e participação nas atividades relacionadas ao 8 de Março

Dia 9:

10h – conferência de imprensa em local ainda não definido

14h – reunião com sindicalistas

18h30 – debate Haiti: a luta dos(as) trabalhadores(as) e o papel do Brasil no comando da ocupação militar, no Sindicato dos Engenheiros do Estado do Rio de Janeiro (Av. Rio Branco, 277 – 17º andar)

Missão da ONU não alterou miséria, exploração e violência, criticam haitianos

José Carlos Mattedi, *Repórter da Agência Brasil*
Marcello Casal Jr/ABr

Brasília - O haitiano Didier Dominique, arquiteto, professor da Universidade do Haiti e do movimento Batay Ouvriye (Luta Operária), visita o Brasil desde o dia 1º de março em uma campanha por solidariedade ao país caribenho

Brasília - Dois representantes dos movimentos sociais haitianos visitaram o Brasil e criticam a atuação da Força de Estabilização de Paz no Haiti (Minustah), enviada em 2004 ao país mais pobre das Américas após a queda do ex-presidente Jean Bertrand Aristide. O braço militar da missão é comanda pelo Brasil.



Em entrevista ao programa *Revista Brasil*, da **Rádio Nacional**, o arquiteto e professor da Universidade do Haiti, Didier Dominique, criticou a atuação do grupo, que, segundo ele, não possui

um projeto pragmático de ajuda ao povo haitiano.

“As tropas estrangeiras não estão fazendo um trabalho a favor do povo haitiano. A paz que existe é a ‘paz do cemitério’, feita com a violência da morte. É uma paz que está a favor do projeto imperialista que está se desenvolvendo no país”, desabafa o arquiteto e professor da Universidade do Haiti, Didier Dominique, em relação às denúncias de violência das tropas militares, da Polícia Nacional do Haiti e da interferência de países como o Brasil e os Estados Unidos na região.

O arquiteto citou que as críticas também estão citadas no relatório final da Missão Internacional de Investigação e Solidariedade com o Haiti, que será entregue às autoridades brasileiras nos próximos dias. O documento foi elaborada com a participação de vários movimentos sociais e entidades latino-americanas. Dominique e a antropóloga Rachel Beauvoir, ambos integrantes do movimento social *Batay Ouvriye*, fazem um giro pelo Brasil, desde o último dia 1º, tentando sensibilizar a sociedade pela retirada de tropas estrangeiras.

Dominique sublinha que há uma degradação social no Haiti, o que tem provocado uma migração do campo para os centros urbanos, com pessoas indo em busca de trabalho. Isso, segundo o professor, tem levado a altas taxas de desemprego, uma crise que tem ajudado a burguesia a manter os baixos salários. “As forças armadas estão lá para manter uma ordem, que significa operários trabalhando com salários de miséria e repressão anti-sindical muito forte”, ressalta Dominique. Essa paz não convém ao povo haitiano, prossegue ele, já que se esperava um projeto “realmente popular”, uma cooperação em favor do desenvolvimento social e popular, e não “em prol do projeto burguês de exploração da mão-de-obra e a mando das multinacionais”.



 [Imprima este artigo](#)

[Feche Esta Janela](#)

General diz que tem controle do Haiti, ativistas pedem retirada

Quarta-feira 7 de Março, 2007 7:02 GMT

Por Fernanda Ezabella

SÃO PAULO (Reuters) - A Missão das Nações Unidas para a Estabilização do Haiti (Minustah) considera ter o controle de 100 por cento do país, incluindo capital e interior, mas admite que ainda falta conter o fluxo de armamento dos grupos de guerrilha e levar benefícios sociais à população carente.

O comandante geral da Minustah, general Carlos Alberto dos Santos Cruz, que lidera 6.900 soldados da ONU de diversos países desde o começo de janeiro, afirmou nesta quarta-feira que o momento é de melhoria na segurança, abrindo espaço para o governo haitiano e organizações não-governamentais desenvolverem seus projetos.

"Agora há condições de acesso ... condições de aproveitar esse bom momento na parte de segurança para fazer os projetos se desenvolverem, para que a vida seja normalizada", disse Santos Cruz por telefone.

Apesar da avaliação do general, dois ativistas haitianos vieram ao Brasil nesta semana divulgar um dossiê em que, entre outras reivindicações, pedem a retirada das tropas e afirmam que elas violam direitos humanos. "Não há paz, nem justiça, e nem perspectiva disso", disse a

antropóloga e professora da Universidade do Haiti Rachel Beauvoir Dominique, em debate com estudantes e movimentos sociais nesta manhã, em Brasília.

Os soldados de paz da ONU foram enviados ao Haiti pouco depois da derrubada do presidente Jean-Bertrand Aristide, há três anos. O país, o mais pobre das Américas, com 8,4 milhões de habitantes, sofre com o confronto de gangues armadas, falta de delegacias, postos de saúde e serviços de limpeza e água em muitas regiões da capital Porto Príncipe.

Além de negar tais violações, o general também contestou informações de parlamentares haitianos divulgadas na semana passada de que guerrilheiros estariam fugindo das favelas ocupadas pelas tropas e rumando para o interior do país ou até mesmo para a vizinha República Dominicana.

"Isto ainda é um rumor, boato", disse o general. "Cidades pequenas normalmente não toleram esse tipo de criminoso. Depois, em áreas mais rurais, para se comandar um grupo de pessoas, é preciso uma estrutura logística."

TRÁFICO DE ARMAS

Mesmo sob críticas de violações de direitos humanos, o general afirmou que "percebe uma atitude amigável e de satisfação por parte da população", apesar do clima de insegurança nas comunidades que vivem entre os capacetes azuis da ONU e as gangues armadas.

Santos Cruz afirmou que as tarefas mais importantes da Minustah no momento são a coordenação militar e policial da ONU com a polícia local para a captura de guerrilheiros e a apreensão de armamento e munição que chegam ao país pelo contrabando internacional.

"Aqui, como é uma ilha, você tem uma extensa linha costeira bastante acessível. Ainda existe muita deficiência no controle de toda a navegação na volta da costa. A guarda costeira tem que ser reforçada", disse.

O general reconhece que os desafios à frente dificilmente serão resolvidos no prazo oficial da missão, que expira em outubro. Como vem acontecendo desde o início da operação, o prazo deve ser renovado.

Segundo ele, há programas de longo prazo que precisam ser estabelecidos no país, como a reforma no setor judiciário e o fortalecimento da polícia haitiana, que inclui formação e capacitação.

© Reuters 2007. All rights reserved. Republication or redistribution of Reuters content, including by caching, framing or similar means, is expressly prohibited without the prior written consent of Reuters. Reuters and the Reuters sphere logo are registered trademarks and trademarks of the Reuters group of companies around the world.

[Feche Esta Janela](#)

HAITI

Antropóloga aponta outro lado da ocupação

Érico Firmo
da Redação

A antropóloga Rachel Dominique percorre o Brasil em uma campanha pela saída das tropas militares, comandadas pelo exército brasileiro, que ocupam o Haiti. Quase três anos após, o clima de terror ainda toma as ruas

10/03/2007 14:40



RACHEL Dominique relata drama do povo haitiano (Foto: Alex Costa)

Para muitos brasileiros, a presença militar brasileira no Haiti tem como símbolo a partida de futebol entre as seleções dos dois países, em agosto de 2004 - um evento festivo batizado de “jogo da paz”. É o País para o qual as tropas brasileiras foram em socorro, no comando de uma “missão de paz”. Há também a das estatísticas, que põem os haitianos na última posição do crescimento econômico no continente. Mas essa é apenas uma parte do que acontece no pequeno País que ocupa um terço de uma ilha no meio do Caribe.

Existe o Haiti dos helicópteros que rasgam o céu da cidade na madrugada, dos tanques de guerra que tomam as ruas, das gangues armadas que controlam parte do País. Em um só dia, no mês de fevereiro, os confrontos deixaram 22 mortos e o alarmante número de

700 feridos. Diariamente, as rádios haitianas transmitem depoimentos desesperados de pessoas que choram, gritam e rezam à procura de suas crianças, do medo das balas perdidas, de sair à rua para buscar água ou comprar comida. “É como um campo de guerra. A situação é insuportável”.

O relato emocionado é feito pela antropóloga Rachel Beauvoir Dominique. Ela integra uma missão que, do início de março até hoje, percorreu 11 capitais brasileiras para denunciar o que considera o fracasso da missão das Nações Unidas, comandada pelo Brasil, e reivindicar a imediata saída das tropas militares do País. “Não somente há o problema da soberania - que é a dignidade de um povo. Mas há também a destruição da autonomia de um povo. O povo haitiano realmente está agora dependente em tudo. E a missão da ONU não está melhorando a situação. Ao contrário, piorando”, afirma.

A antropóloga avalia ainda que a ocupação - que passou do comando norte-americano para o brasileiro desde 2004 - busca ocultar seus reais agentes. “É importante para os americanos não aparecer claramente. Por isso, a direção da missão da ONU é do Brasil. E todos seus participantes são povos irmãos. Negros, asiáticos e outros. Mas a embaixadora dos Estados Unidos tem todas as decisões do que se vai fazer ou não”, afirma. Em fevereiro, a presença brasileira no País foi prorrogada por pelo menos mais oito meses.

Apesar do relato da situação desoladora, o momento é de esperança, após a eleição, em 2006, do presidente René Preval, que, ao mesmo tempo que possui laços com a elite haitiana, tem também diálogo com os setores populares.

CIDADE

CAMPANHA PELO HAITI (3/3/2007)

Antropóloga quer saída das forças militares

Rachel Beauvoir divulga campanha de solidariedade internacional e defende o não pagamento da dívida

A ocupação militar pela Minustah — ou a Missão das Nações Unidas para a Estabilização do Haiti, coordenada pelo Brasil — não está conseguindo promover a paz naquele país. É o que garante a antropóloga e professora universitária, Rachel Beauvoir Dominique, para quem as forças militares — ou de paz, como classificam alguns — impedem a povo haitiano de “andar com suas próprias pernas”.

Segundo Rachel Beauvoir, há 20 anos seus conterrâneos lutam contra um governo ditatorial, contra o imperialismo e a miséria extrema. “No Haiti, temos problemas terríveis de eletricidade, saúde, educação e desemprego”, disse, lembrando que cerca de 70% da população não tem trabalho.

Desde 2004, forças militares foram deslocadas para o Haiti — desses 7.400 homens a maioria é composta por brasileiros —, com a missão de reduzir também a violência.

A antropóloga afirma que as forças militares, entretanto, só intervêm em bairros pobres. E não raramente nos ataques dirigidos à população menos favorecida — sob a alegação de frear tumultos, brigas de gangues ou a ação dos traficantes —, balas perdidas atingem inocentes, inclusive crianças, de quatro ou cinco anos. “As pessoas hoje, às vezes, não podem sair a pé nas ruas para pegar água ou ir à escola”, comenta.

Essas forças militares, afirma, estão sempre do lado dos mais favorecidos. Recorda que a Organização das Nações Unidas (ONU) está sob o controle dos Estados Unidos, que há anos explora economicamente o Haiti. “As estratégias de exploração incluem o uso da mão-de-obra barata haitiana e a criação de mercado para exportação de produtos americanos”, informa.

Rachel Beauvoir diz que o povo do Haiti sabe que não existem salvadores da pátria, mas está descrente de que a ocupação militar venha a pacificar o país. “O Brasil fracassou nessa missão”, crê. Quando interrogada se a permanência dos homens brasileiros no Haiti seria uma estratégia do governo para conseguir a almejada vaga no Conselho Segurança da ONU, a antropóloga respondeu: “É possível, coordenar essas tropas militares sem dúvida traz prestígio ao Brasil”.

E quanto ao momento político atual do Haiti? É de esperança, responde. No ano passado, foi eleito presidente do Haiti Rene Preval, que para ela “apesar do laços com a burguesia, mostra sensibilidade para as causas sociais”.

A antropóloga e o arquiteto Didier Dominique estão desde ontem visitando o Brasil para divulgar a campanha de solidariedade com o Haiti. Eles estarão em 11 cidades brasileiras com o objetivo, também, de conscientizar a população para a necessidade da retirada das tropas estrangeiras de seu país. Defendem, ainda, o não pagamento da dívida externa e o fim do saque financeiro.

A luta do povo haitiano, explica a antropóloga, é para que os governos construam uma aliança de políticas novas, a serviço da justiça, dos direitos humanos, da autodeterminação, e da soberania como base para a paz.

A programa da viagem prevê a ida de Rachel Beauvoir ao Recife, João Pessoa, Natal, Salvador, Brasília e São Paulo. Já Didier Dominique visitará Porto Alegre, Florianópolis, Curitiba e Rio de Janeiro.

Mozarly Almeida

Repórter

Diário del Noreeste, Fortaleza, 3/3/07

<http://www.cese.org.br/noticia/haiti.htm>

O Haiti não é aqui

Na manhã do dia 6 de março, durante encontro com representantes de entidades populares, movimentos sociais e profissionais de imprensa, no Auditório Enilson Rocha Souza, da CESE, a antropóloga Rachel Beauvoir Dominique, professora da Universidade Federal do Haiti e militante da organização Batay Ouvriye (Luta Operária, em língua crioula) afirmou: “As tropas de ocupação, sob comando brasileiro, estão no Haiti para assegurar o poder das classes dominantes haitianas e

internacionais. Há uma crise social profunda e o país está vivendo a iminência de um processo revolucionário, de uma transformação radical da sociedade haitiana”, referindo-se à ocupação militar do seu país pelas chamadas “forças de paz” internacionais com a chancela da ONU e o comando brasileiro.

Depois de um breve relato sobre a história conturbada do seu país, a antropóloga haitiana observou que as classes abastadas do Haiti “apenas subtraem as riquezas naturais e o pouco que ainda se produz e remetem para o exterior onde ostentam luxo e poder”. “Praticamente toda a produção foi destruída no Haiti. Hoje, o país importa 85% do que consome – desde alimentos até produtos industrializados”; concluiu Dominique.

A antropóloga faz um giro pelo Brasil, desde o dia 01 de março de 2007, em uma campanha para obter solidariedade dos movimentos sociais do Brasil com o Haiti, afim de que a sociedade pressione o governo brasileiro para retirar suas tropas do país centro-americano, que há quase 200 anos luta por independência, e até hoje foi palco de invasões militares e disputas entre EUA, França e Canadá. Diversas organizações e movimentos sociais haitianos exigem, atualmente, o não pagamento da dívida externa que “o povo não contraiu e, portanto, não deve”, e a implementação de uma auditoria integral e participativa das dívidas financeiras, sociais e ecológicas, com o fim de estabelecer “quem deve a quem e encaminhar ações frente à justiça, com as necessárias sanções e reparações dos delitos cometidos”.

Depois da saída de Salvador, uma das 11 cidades brasileira visitadas por Dominique, a antropóloga haitiana participará, ainda na noite de 6 de março, de um debate na Universidade de Brasília (UnB), e, no dia 07 de março, de uma audiência com autoridades, na qual entregarão o Relatório Final da Missão Internacional de Investigação e Solidariedade com o Haiti. A Missão Internacional foi composta por 20 representantes de redes, movimentos e instituições sociais da América Latina, Caribe, América do Norte e África e foi coordenado pelo Prêmio Nobel da Paz, Adolfo Pérez Esquivel, Nora Cortiñas, das Mães da Praça de Maio, e Beverly Keene, do Jubileu Sul Américas. O Relatório traz graves denúncias sobre a atuação das tropas de ocupação em tiroteios, mortes avulsas e massacres em bairros periféricos.

As chamadas “forças de paz” são formadas por militares brasileiros, argentinos, bolivianos, chilenos, guatemaltecos, paraguaios, peruanos, uruguaios, equatorianos, canadenses e estadunidenses, além de tropas de outros continentes. Dominique encerra seu depoimento com um clamor: “Fora com as tropas de ocupação, sejam brasileiras, latino-americanas ou estadunidenses. O povo haitiano tem o direito à sua livre auto-determinação, o direito de construir o seu futuro, o seu destino. Essas forças não são de paz, não constroem nem reconstroem nada. São forças militares de ocupação.”

8/3/07 Haiti

Acadêmicos criticam a ocupação

Correio Braziliense

Os professores da Universidade do Haiti e líderes do movimento de trabalhadores Batay Ouvriye, Didier Dominique e Rachel Beauvoir Dominique, vieram ontem a Brasília pedir ao governo brasileiro que retire suas tropas do país caribenho. “Defendemos a retirada das tropas porque estão defendendo um projeto cruel de exploração do povo haitiano. A manutenção da paz que fazem é uma manutenção da paz dos mais ricos”, acusou Didier.

Na opinião do arquiteto haitiano, as operações das forças da Missão das Nações Unidas de Estabilização no Haiti (Minustah) estão levando “terror” às áreas mais pobres. “Começou em dezembro uma ofensiva militar em Cité Soleil que causou a morte de civis. Também não há desarmamento. O que acontece é um terror nos bairros populares”, afirmou, em referência às operações lideradas pelo Batalhão Brasileiro na favela de Porto Príncipe, para que a Minustah passasse a ter o controle territorial de Cité Soléil.

O bairro estava dividido entre facções rivais que promoveram uma escalada de seqüestros no país. “Esses seqüestros atingem somente a população mais rica. Para os pobres, as operações acabaram levando apenas mais insegurança”, disse Rachel. “Pedimos que as tropas se retirem, para que o próprio povo haitiano possa se organizar e criar alternativas”, acrescentou a antropóloga.

Documento

Os dois entregaram ontem a autoridades brasileiras o Relatório Final da Missão Internacional de Investigação e Solidariedade com o Haiti, documento elaborado por representantes de movimentos sociais latino-americanos. O documento aponta que a Minustah não terá êxito sem que questões estruturais do Haiti sejam solucionadas. “Há uma situação de miséria do povo haitiano. Os que têm trabalho funcionam como mão-de-obra barata nas multinacionais. Os salários são de miséria. É isso que causa a situação de tensão do povo haitiano”, afirmou Didier, acrescentando que a questão da dívida haitiana também tem de ser solucionada, Ele criticou ainda o governo haitiano por ter firmado um acordo de livre comércio com o governo dos EUA. “Esse acordo não dá nenhuma garantia dos direitos dos trabalhadores haitianos”, disse.

03/03/2007 | 11H52 | MST

Antropóloga do Haiti visita assentamento no estado

O acampamento Chico Mendes, localizado em terras do Engenho São João, em São Lourenço da Mata, e ocupado por membros do Movimento dos Trabalhadores Sem Terra, será visitado neste sábado (3) pela antropóloga haitiana Rachel Beauvoir Dominique.

A idéia de Rachel é sensibilizar a sociedade em torno de uma campanha para retirar as tropas estrangeiras de seu país. Ao todo ela vai passar por 11 cidades brasileiras, entre elas o Recife. Também no sábado ela faz uma palestra sobre o Haiti no Sindicato dos Bancários, na Rua Manoel Borba, na Boa Vista.

Da Redação do PERNAMBUCO.COM





8 mars 07

*Soldier are soldiers
anywhere!
we feel very bad and sorry
about Haiti ... we have
many "hairs" inside of
Brazil - we really need to
act against these realities
Thanks for coming!!!*

O presidente Luiz Inácio Lula da Silva (PT) visita na próxima terça-feira o Inpe (Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais), em São José dos Campos, para a solenidade oficial de lançamento do Programa Espaço e Sociedade e inspecionará a montagem do satélite CHERS-2B, que seguirá para a China em abril, de onde deve ser lançado até o mês de dezembro. A chegada do presidente a São José está prevista para 15h30. Ele foi recebido no final do ano passado pelo diretor do Inpe, Gilberto Cássara, para coobceer o satélite, o terceiro do programa de cooperação entre o Brasil e a China.

Hoje, o presidente Lula almoça com o presidente dos Estados Unidos, George W. Bush, que chegou ontem ao Brasil. Na pauta do encontro está o aprofundamento da cooperação bilateral na área de biotecnologias.

24 HORAS
A passagem de Bush pelo Brasil deve durar 24 horas. Além do encontro com Lula, Bush assistirá a uma apresentação da OMI Basculante do Marumbi.

NO MINISTÉRIO
O presidente da Embraer, Mauricio Botelho, é cotado para o Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio de Lula.

nacional - capa e 3

nacional - capa e 3

nacional - capa e 3

nacional - capa e 3



CO HOME Uma passeata na Avenida Paulista, em protesto contra a visita do presidente Bush, terminou em confronto entre manifestantes e a PM com 23 feridos por fragmentos de bombas de efeito moral, bolas de borracha, pedras e pauladas entre em São Paulo. Segundo a polícia, 11 dos 23 feridos eram policiais. Seis pessoas foram detidas pela PM